

L'ACCÈS DES RÉSEAUX D'AUTO-ASSISTANCE À LA SCÈNE INTERNATIONALE

Rencontre internationale de Rambouillet (France)
23-25 mars 2009



Institut de recherche
et débat sur la gouvernance

L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale

Rencontre internationale de Rambouillet (France)
23-25 mars 2009

Ces actes ont été rédigés en français et en anglais avec la collaboration de Nicolas Haeringer, expert associé de l'IRG.

COPYLEFT

Oeuvre placée sous licence **Creative Common 3.0** (Patrimoine-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification).

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création selon les conditions suivantes :

Patrimoine — Vous devez citer l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance ;

Pas d'Utilisation Commerciale — Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette oeuvre à des fins commerciales ;

Pas de Modification — Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette oeuvre.

En savoir plus : <<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr>>.

DANS LA MÊME COLLECTION

Entre tradition et modernité : quelle gouvernance pour l'Afrique, actes du colloque de Bamako, 23-25 janvier 2007 (aussi disponible en langue anglaise).

Les passagers clandestins des négociations internationales, le rôle des ONG à la conférence de l'OMC à Hong-Kong, 2005.

La gouvernance des ONG et leur rôle dans la production des services publics, note de synthèse du 2^e Forum franco-chinois à Pékin, 9-11 novembre 2007 (aussi disponible en langue anglaise).

Civil Society Intervention in the Reform of Global Public Policy, actes du colloque de Paris, 17-19 avril 2007.

Débats et propositions sur la gouvernance en Afrique, perspectives en Afrique australe, actes du colloque de Polokwane, 17-20 juin 2008.

À paraître : *Processus de débat et de propositions sur la légitimité du pouvoir dans la région andine*, actes de la rencontre de Lima, février 2009.

VERSION NUMÉRIQUE

Retrouvez ce document sur notre site :

<<http://www.institut-gouvernance.org>> Rubrique « Publications internes ».

SOMMAIRE

9 INTRODUCTION : ORGANISATIONS DE « BASE » ET GROUPES D'AUTO-ASSISTANCE

11 PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS

- 11 Populations urbaines marginalisées
- 14 Séropositifs et malades du SIDA
- 15 Organisations de femmes
- 18 Minorités ethniques et peuples indigènes

19 À L'ORIGINE DES RÉSEAUX

- 21 Rompre l'isolement, combattre l'invisibilité
- 22 Énoncer les injustices

27 DE L'AUTONOMIE À L'EXPERTISE

- 27 Développer l'autonomie et renforcer l'engagement public des acteurs de terrain
- 28 Promouvoir l'expertise de terrain
- 29 « Profanes » et monde académique

33 COLLABORER AVEC LES ONG

- 33 Conflits potentiels
- 35 Complémentarités et projets communs

37 L'ENGAGEMENT AUPRÈS D'ACTEURS DE LA SPHÈRE PUBLIQUE : CONFLIT COOPÉRATIF ET COOPÉRATION CONFLICTUELLE

- 38 Le détour transnational, s'ouvrir à de nouvelles opportunités locales
- 39 Des engagements globaux aux conséquences locales
- 40 Le pragmatisme politique : entre dialogue et confrontation

45 LES DÉFIS ORGANISATIONNELS

- 45 Comment construire des entités démocratiques?
- 49 Interculturalité et diversité

53 LA RELATION AUX BAILLEURS DE FONDS

55 CONCLUSION

57 ANNEXES

Note sur la traduction

La version française de ce document est la traduction de la version originale, rédigée en anglais (puisque l'ensemble du séminaire s'est tenu dans cette langue). Quelques notions, parmi lesquelles certaines sont centrales pour notre propos, ont posé des problèmes de traduction. Ainsi, grassroots n'a pas d'équivalent évident en français. S'il est communément admis que grassroots organization désigne ce que nous appelons des « organisations de base », qu'en est-il de grassroots women? grassroots leaders? grassroots voices? Lorsque recourir à une périphrase rendait la lecture trop difficile (particulièrement pour la traduction de citations des participants à la rencontre), nous avons fait le choix de maintenir l'anglais. Dans ce texte, « base » ne doit jamais être lu de manière péjorative. Self-help groups est, de son côté, traduit par « groupe d'auto-assistance ».

D'autres notions ont également posé problème. Advocacy est devenu « plaidoyer », networkers s'est transformé en « membres ». Mais lorsque le locuteur utilisait ce terme à dessein, par opposition à members, nous avons décidé, là aussi, de maintenir le terme anglais. Community est, selon le contexte, traduit en « quartier », « communauté », « société » ou « groupe », empowerment devient « autonomisation », ou tout simplement « autonomie ». Peer-based solidarity devient « solidarité portée par des pairs ».

NICOLAS HAERINGER

INTRODUCTION :

ORGANISATIONS DE « BASE » ET GROUPES D'AUTO-ASSISTANCE

En mars 2009, la Fondation Ford et l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG) ont invité des membres de onze organisations de « base » et de réseaux d'auto-assistance à participer à un séminaire commun. Son but était de parvenir à comprendre la manière dont des organisations de ce genre se structurent et s'engagent dans du plaidoyer à l'échelle globale. Le séminaire avait également pour but de renforcer les groupes participants, en favorisant l'échange d'expériences sur leurs pratiques, succès et échecs.

Le présent document, qui débute par une présentation de chacun des réseaux représentés à ce séminaire, est une synthèse de ces échanges. Il tente de mettre des éléments théoriques à l'épreuve des expériences présentées et mises en débat par les participants. Il s'accompagne d'un film documentaire, qui donne une image vivante des stratégies des organisations « de base » et des réseaux d'auto-assistance ; et s'achève par quatre contributions des animateurs de chacune des séances du séminaire, auxquelles s'ajoute un document synthétique sur le travail en réseau.

Le séminaire de 2009 faisait suite à une première rencontre organisée par l'IRG et la Fondation Ford, en 2007, consacrée principalement aux stratégies de plaidoyers des grandes organisations non gouvernementales (ONG). Au cours des dernières décennies, ce type d'organisations est parvenu à prendre activement part à l'élaboration des politiques publiques au sein des arènes transnationales, avec, le plus souvent une réelle efficacité. Ces organisations ont su profiter des espaces ouverts par les institutions internationales, et ont pu répondre aux demandes des opinions publiques – en même temps qu'elles proposaient des opportunités à des citoyens soucieux de s'engager sur ces causes transnationales. De ce fait, et aux côtés des animateurs de campagnes, des forums sociaux et des mouvements sociaux internationaux, les ONG apparaissent désormais comme des éléments clés de l'action politique à l'échelle transnationale, et parviennent à influencer sur les politiques locales, nationales et régionales.

Néanmoins, la société civile est une entité très diverse. Elle se compose d'acteurs de types et de tailles diverses, aux ressources très différentes. Les dynamiques de transnationalisation n'ont pas effacé ces différences, pas plus qu'elles ne les ont atténuées : la « globalisation » n'entraîne pas automatiquement l'uniformisation des acteurs politiques. Les acteurs de la « société civile mondiale » ont des expériences



variées de leur structuration transnationale, de même qu'ils appréhendent l'action politique globale de diverses manières. En outre, l'expérience de la mondialisation elle-même est d'autant moins homogène qu'elle affecte chaque échelle et touche les individus et les collectifs dans leurs contextes respectifs.

Les organisations de « base » et les groupes d'auto-assistance restent moins visibles que les grandes ONG. Contrairement à ces dernières, les membres des groupes « de base » et d'auto-assistance sont directement touchés ou concernés par les causes dans lesquelles ils s'engagent. Ils s'organisent à un niveau très local, pour faire face aux problèmes les plus concrets et les plus quotidiens (accès à des traitements, à des services, défense des droits, etc.). Ces « groupes de soutien » s'organisent autour d'une solidarité fournie par des pairs : leurs membres s'aident les uns les autres.

Ils débutent de manière informelle et bénévole et conservent souvent ensuite ces caractéristiques. Ces groupes, souvent informels, font appel à l'entraide : la solidarité y est l'œuvre de « pairs » - c'est-à-dire des membres de l'organisation eux-mêmes. Ainsi, leur structure et leurs actions sont conçues sans distinguer bénéficiaires et prestataires (de service) : leurs membres contribuent au service, à l'aide ou au soin en même temps qu'ils en sont les bénéficiaires. La proximité n'est alors pas seulement géographique : elle est issue d'une communauté d'existence. Pour le dire autrement : l'absence de distinction entre « prestataire » et « bénéficiaire » n'est pas seulement la conséquence de la (petite) taille des groupes ou de leur absence de ressources (qui les empêcherait de recourir à des salariés) : elle est un choix organisationnel constitutif de l'identité de ces groupes.

Ces groupes se forment le plus souvent de manière spontanée : leur création n'est pas plus pilotée par des ONG qu'elle n'est organisée par, ou à travers, les structures traditionnelles et locales de pouvoir. Ils émergent au contraire de processus autogérés. Même s'ils manquent de ressources, l'autonomie est, ainsi, l'un de leurs traits communs. Leur développement (qu'ils changent d'échelle, augmentent le nombre de leurs membres ou accroissent leurs ressources) et leur participation à réseaux transnationaux (qu'ils les créent ou s'insèrent dans des réseaux préexistants) constituent autant d'épreuves organisationnelles : comment parvenir à se transnationaliser, travailler en réseau, développer les capacités de leurs membres, mener leurs actions de plaidoyer, sans tourner le dos à leurs principes fondateurs, alors même que les expressions « réseau global de base » ou « réseau transnational d'auto-assistance » peuvent sonner comme des oxymores ? Une question qui se pose pour la plupart de ces réseaux, que nous présentons à présent.

PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS

Les réseaux participant au séminaire représentaient quatre causes : populations urbaines marginalisées, organisations de femmes, personnes vivant avec le VIH-SIDA, minorités ethniques et peuples indigènes.

Populations urbaines marginalisées

Streetnet

Streetnet est une fédération mondiale d'organisations du secteur informel. Elle regroupe trente cinq réseaux et organisations de trente pays différents, incluant un réseau basé aux États-Unis. Streetnet a été officiellement créée en 2002, au terme d'un processus de deux de rencontres régionales et de construction d'alliances. Streetnet est donc une organisation dont le recrutement est indirect : les individus ne peuvent pas rejoindre le réseau. La fédération rassemble des syndicats, des coopératives et des associations du secteur informel. Son but est de promouvoir et défendre les droits des vendeurs de rue, des vendeurs de marchés et de marchands ambulants ; de partager des informations sur les problèmes qui les affectent ; ainsi que de contribuer à une meilleure connaissance du secteur informel tout en défendant les droits de ses acteurs à différentes échelles.

PARTICIPANTES AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Pat Horn
(Streetnet)



Lucia Fernandez
(WIEGO)

Alliance internationale des habitants (AIH)

L'AIH est un réseau global d'associations, de mouvements sociaux, de coopératives et de communautés d'habitants. Elle rassemble également des propriétaires, locataires, des sans-abris, des habitants des bidonvilles, des peuples indigènes et, plus



généralement les habitants des quartiers populaires¹. L'Alliance est née en 2003, à l'initiative des membres d'un autre réseau d'habitants, HIC (Habitat International Coalition) désireux d'aller vers davantage d'autonomie dans leur organisation.

L'AIH se présente comme un « mouvement social » et entend être la « voix des sans-voix ». Pour l'AIH, l'exclusion urbaine est directement liée aux politiques néolibérales. Considérant que le futur des villes dépend très largement des décisions d'institutions internationales telles la Banque mondiale, l'AIH entend aider les habitants à être audibles dans les arènes globales.

Comme les autres organisations « de base », l'AIH met en avant l'échange d'expériences, comme moyen de développer l'autonomie de ses membres et de renforcer les habitants dans la défense de leurs droits. Elle promeut les luttes sociales, comme elle le fait, par exemple, à travers sa campagne « zéro expulsion ». Au moyen d'alertes, de mécanismes de solidarité internationale et de mobilisations sociales, cette campagne vise à renforcer les habitants qui luttent contre des expulsions. Mais l'AIH se place également dans le champ des alternatives : elle cherche à prendre part à des études et à des processus de médiation à l'échelle des villes, pour trouver des alternatives aux expulsions.

L'AIH s'est dotée d'une Université Populaire Urbaine, par le biais de laquelle elle mène des recherches, organise des formations et coordonne l'échange des expériences.

PARTICIPANTS AU SÉMINAIRE ET/OU CONTRIBUTION VIDÉO



Cesare Ottolini



Michael Davies



Yves Cabanes
(Université populaire
urbaine)

Shack/Slum dwellers international (SDI)

SDI est née après que des organisations d'habitants de bidonvilles sud-africaines eurent rencontré des partenaires indiens, en 1996. À la suite d'une série de rencontres dédiées aux échanges d'expérience et à l'auto-formation entre des organisations de pauvres issus des milieux urbains d'Afrique du Sud et des habitants des bidonvilles de Mumbai, les groupes indiens et sud-africains ont commencé à développer des liens au-delà de leurs frontières, dans les pays voisins. SDI regroupe désormais des fédérations municipales ou nationales, directement issues d'organisations locales dans vingt-huit pays du Sud.

1. <<http://www.habitants.org>>

SDI est composé de projets d'épargne, qui ne sont pas tant des moyens d'accumuler des fonds que des outils de mobilisation. SDI est conçue comme une réponse organisationnelle concrète aux politiques internationales et à leurs conséquences sur les populations urbaines les plus pauvres : en construisant une « force par le bas », et en intégrant les politiques à un contexte, SDI entend changer (ou réduire) « la pression qui vient d'en haut ». SDI s'attèle à « proposer des solutions », et recherche le dialogue et la négociation avec les autorités.

Pour préserver l'autonomie de ses membres, SDI a créé sa propre fondation : le Fonds international des pauvres issus d'espaces urbains (Urban Poor Fund International).

PARTICIPANTS AU SÉMINAIRE ET/OU CONTRIBUTION VIDÉO



Davious Muvindi



Nico Keijver



Joel Bolnick

Séropositifs et malades du SIDA

ICW - International Community of Women Living With HIV/AIDS

ICW est un réseau international basé en Angleterre, dont la naissance remonte à la 8^e conférence des Nations unies sur le SIDA (1992, Amsterdam), au cours de laquelle des militantes « de base » (*grassroots activists*) ont estimé être mal représentées. ICW est animé *pour* et *par* des femmes séropositives ou malades du SIDA.

ICW se concentre principalement sur les conférences des Nations unies et des autres organisations internationales concernées par la question du SIDA. Le réseau est conçu comme un espace au sein duquel les femmes « de base » (*grassroots women*) peuvent s'assurer qu'elles seront représentées lors des conférences internationales, et y parler « d'une seule voix ». Le plaidoyer et l'expertise de ICW sont issus de recherches participatives et sont conçus par et pour des pairs. ICW organise ainsi des formations (prendre la parole en public), et fournit à ses membres des guides, des calendriers d'événements liés au SIDA et au VIH, etc.

L'adhésion est individuelle et gratuite. Plus de six mille femmes sont actives dans le réseau et sont elles-mêmes en contact avec une dizaine d'autres chacune.

PARTICIPANTES AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Lilian Mworeko



Gcebile Ndlovu



WOMEN ORGANIZED TO RESPOND TO LIFE-THREATENING DISEASE (WORLD) US POSITIVE WOMEN'S NETWORK

WORLD est né en 1991, après qu'une femme séropositive eut décidé de sortir de l'isolement et de répondre au manque de prévention et d'information basée sur le genre aux États-Unis. Elle a débuté par l'animation d'une lettre d'information (alors envoyée à deux cents femmes) et a organisé des « retraites de formation et de soutien ».

WORLD a pour vocation de répondre à l'absence d'approche féministe de l'épidémie. Les membres du réseau refusent de réduire le SIDA et le VIH à leur dimension médicale. Elles mettent au contraire l'accent sur leurs dimensions sociales.

En plus des lettres d'informations et des « retraites », WORLD organise des formations au plaidoyer, et s'est doté d'un « bureau de conférencières ». Le réseau est basé dans la baie de San Francisco. Constatant que le manque d'approche féministe de l'épidémie concernait l'ensemble des États-Unis, les membres de WORLD ont participé à la création du US Positive Women's Network.

PARTICIPANTES AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Naina Khanna



Waheeda Shabazz

Network of People Living With HIV and AIDS in Nigeria (NEPWHAN)

Le « réseau des personnes qui vivent avec le VIH et le SIDA au Nigéria » (NEPWHAN) regroupe cinq cents groupes d'auto-assistance nigériens. Les premiers d'entre eux ont été créés en 1997, soit onze ans après que le premier cas de séropositivité eut été détecté au Nigéria.

À cette époque, les ONG devaient prendre en charge l'essentiel, sinon la totalité, du travail de prévention, l'organisation des soins, etc. : le gouvernement niait alors l'importance de l'épidémie. De ce fait, les séropositifs et malades du SIDA était très largement isolés, quand ils n'étaient pas exclus : « À cette époque, chacun devait prendre en charge ses propres soins. Nous avons commencé par recenser quelques personnes séropositives. Lorsqu'elles se sont rassemblées, elles ont décidé de se doter d'une voix et d'un visage commun ». L'aide des ONG et des agences internationales a été cruciale pour le NEPWHAN, qui devait notamment lutter contre les phénomènes de stigmatisation.

Le NEPWHAN cherche à développer l'autonomie des groupes d'auto-assistance. Il plaide pour la mise en place de dispositifs de prévention et de services de soins « compréhensifs », et demande que les médicaments antirétroviraux soient largement disponibles. Avec le temps, le NEPWHAN est parvenu à construire des liens durables avec le gouvernement nigérian, et commence à s'engager dans des actions transnationales de plaidoyer.

PARTICIPANT AU SÉMINAIRE ET/OU CONTRIBUTIONS VIDÉOS



Pat Matemilola



Gloria Asuquo

Organisations de femmes

Grassroots Organizations Operating Together in Sisterhood (GROOTS)

GROOTS a été créé en 1989, suite à une rencontre de vingt leaders communautaires qui décidèrent de se regrouper pour améliorer la participation des femmes « de base » (*grassroots women*) dans les conférences des Nations unies – un processus entamé quatre ans auparavant, lors de la 3^e conférence mondiale de l'ONU sur les femmes. GROOTS réunit vingt-trois organisations, issues de dix-huit pays différents (incluant l'Europe et l'Amérique du Nord).

GROOTS ne se centre pas uniquement sur le plaidoyer international, mais cherche à promouvoir les initiatives et approches locales, ainsi qu'à soutenir les organisations de femmes dans leur recherche de partenariats à long terme.

GROOTS favorise le dialogue interculturel et aide ses membres à s'engager dans des initiatives internationales, qui dépassent les logiques de castes, de tribus, etc. Le réseau organise ses actions autour de quatre programmes thématiques (gouvernance, SIDA et VIH, développement de soins communautaires, résilience communautaire).

PARTICIPANTES AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Sandra Schillen



Esther Muiru



Women Living Under Muslim Laws - WLUML

Le réseau « Femmes sous lois musulmanes » est né en 1984. À la suite d'une série de procès dont les verdicts niaient les droits des femmes « au nom de lois présentées comme dérivant de l'islam », des femmes décidèrent de se regrouper. Elles entendaient ainsi rompre l'isolement des femmes « vivant dans des pays ou des États où l'islam est la religion d'État, et des États laïcs à majorité musulmane, ainsi que des femmes appartenant à des communautés musulmanes gouvernées par des minorités religieuses² ».

Le réseau est informel mais distingue les simples networkers (des femmes, mais aussi des hommes, qui reçoivent les informations du réseau) des networkers actifs (qui sont activement impliqués dans les programmes du réseau, ainsi que dans sa coordination).

PARTICIPANTES AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Samia Allalou



Aisha Shaheed

Women's Economic Agenda Project (WEAP)

Le « Projet d'agenda économique des Femmes » est né en 1982. Basé en Californie, ce réseau se donne pour but la défense des « défavorisées et des personnes laborieuses (*hardworking people*) de Californie », à travers des mobilisations sociales et des actions de plaidoyer. La première revendication de WEAP en matière de justice économique est d'en finir avec l'isolement et la fatalité, pour montrer que la pauvreté résulte de l'oppression et de la domination.

WEAP a pour ambition de construire un mouvement populaire de transformation sociale, pour éradiquer la pauvreté et obtenir un nouveau contrat social, basé sur les droits humains. WEAP chapeaute la déclinaison californienne de la campagne nationale « Poor People's Economic And Human Rights Campaign », qui entend témoigner du fait que la pauvreté constitue une violation des droits humains.

WEAP a ainsi créé des « commissions vérités ». Inspirées de la « commission vérité et réconciliation » sud-africaine, elles doivent mettre en lumière la pauvreté et les atteintes aux droits humains.

PARTICIPANTE AU SÉMINAIRE ET/OU CONTRIBUTION VIDÉO



ETHEL LONG SCOTT ET PORTIA ANDERSON

2. <<http://wluml.org/fr/node/5409>>.

Katosi Women Development Trust Forum mondial des pêcheurs

Le Katosi Women Development Trust est un réseau de onze groupes d'auto-assistance ougandais. Il regroupe plus de deux cents femmes. Ses objectifs sont l'amélioration des conditions de vie, et le soutien aux initiatives et à l'autonomie des femmes, grâce au microcrédit, au développement des capacités des femmes et à des travaux d'assainissement. Il vise également à permettre aux femmes de gérer leurs propres processus de développement économique, social et politique en zone rurale. Le réseau pilote cinq programmes différents : renforcement des capacités (*capacity building*), assainissement et hygiène, agriculture durable et développement, protection de l'environnement, microcrédit.

Le Forum mondial des pêcheurs (WFF) a pour objectif la défense des droits humains et sociaux des pêcheurs et de leurs familles. Il vise également à attirer l'attention de la communauté internationale sur « certaines des actions les plus flagrantes contre les pêcheurs et les communautés de pêcheurs ». Sa création répond également au besoin de faire entendre la voix des pêcheurs dans les arènes internationales : ses animateurs estiment en effet que les décisions prises à l'échelle globale affectent directement leurs communautés et leur environnement.

PARTICIPANTE AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



MARGARET NAKATO



Minorités ethniques et peuples indigènes

International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests

L'Alliance est née en 1992, en Malaisie. Elle regroupe des organisations nationales ou régionales d'Asie, du Pacifique, d'Amérique et d'Afrique. Elle lutte pour la reconnaissance des droits et des territoires indigènes, et veut constituer « une réponse à des siècles d'envahissement et de colonisation de nos territoires et de sape de nos vies, de nos environnements et de nos cultures provoqués par la destruction des forêts³ ».

L'Alliance fut créée pour permettre aux peuples indigènes de participer directement aux conventions des Nations unies sur le changement climatique, la diversité biologique et la désertification, autrement dit à toutes les négociations internationales qui ont un impact sur les vies et l'environnement des peuples indigènes.

PARTICIPANTS AU SÉMINAIRE ET CONTRIBUTION VIDÉO



Estebancio
Castro Diaz



Edna Kaptoyo

3. <http://www.international-alliance.org/charter_eng.htm>.

À L'ORIGINE DES RÉSEAUX

La brève présentation des réseaux invités à ce séminaire suffit à montrer que les organisations de base et groupes d'auto-assistance se structurent à l'échelle transnationale pour des raisons (partiellement) communes. En effet, la plupart de ces réseaux entendent rendre possible la participation directe de leurs membres aux arènes transnationales – qu'il s'agisse d'une conférence de l'ONU, d'un Forum social mondial, ou encore d'un espace informel où s'élaborent les politiques globales.

Notre but est de faire en sorte que les femmes qui vivent avec le VIH et le SIDA soient présentes de manière adéquate aux niveaux où les décisions sont prises. Nous nous sommes rendu compte que les femmes qui vivent avec le VIH et le SIDA n'étaient pas représentées aux niveaux où les politiques s'élaborent. Certaines d'entre nous étaient invitées à des forums internationaux, des conventions de l'ONU, etc. Et nous y avons vu que les gens qui y parlaient en notre nom ne nous correspondaient pas. Ils n'avaient pas la même expérience que nous. Notre présence aux niveaux où les décisions sont prises est encore très restreinte. Mais nous essayons de faire en sorte que les femmes vivant avec le VIH et le SIDA soient impliquées de manière adéquate. Par « adéquate », nous voulons dire : qui permette d'avoir accès à des services, à la prévention, aux soins, aux traitements et à du soutien d'une manière qui soit adaptée à nos vies et à nos identités.

(**GCEBILE NDLOVU**, International Community of Women living with HIV/AIDS - ICW.)

Nous avons commencé à discuter de la tragédie qu'était la tendance, à l'intérieur des mouvements de femmes, à parler pour et sur les femmes pauvres dans des espaces où il n'y avait aucune responsable d'une organisation de femmes pauvres parlant pour elles-mêmes, de leurs propres problèmes.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Notre objectif, c'est que les habitants soient maîtres de leur destinée, pas seulement au niveau du voisinage, pas seulement au niveau du territoire, mais aussi au niveau mondial.

(**CESARE OTTOLINI**, Alliance internationale des habitants.)

Dans les années quatre-vingt-dix, il y a eu toute une série de conventions de l'ONU sur le changement climatique, sur la désertification et sur les problèmes qui touchent directement les peuples indigènes. Nous, en tant que peuples indigènes, avons réalisé à quel point il était important d'avoir une perspective commune, que nous pourrions porter dans les négociations. Mais il n'y avait aucune organisation pour porter la voix des peuples indigènes. À cette époque, le seul moyen que nous avions pour y être associé, c'était d'être invités par une ONG, de participer en tant que membres d'autres organisations. Nous nous sommes donc demandés comment nous voulions y participer : est-il pertinent pour nous de participer par nous-mêmes, avec notre propre perspective? Et nous nous sommes rassemblés et avons décidé de créer l'Alliance, pour pouvoir y porter notre voix.

(**ESTEBANCIO CASTRO DIAZ**, International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests.)



La création du réseau remonte à une réunion au Québec en 1995. Les délégués à cette rencontre se sont rendu compte que les besoins des pêcheurs et des communautés de pêcheurs n'étaient pas bien pris en compte. Le Forum a été créé pour donner aux membres de ces communautés un espace où ils pourraient discuter les problèmes qui les affectent et échanger leurs idées. Parce que les décisions sur les problèmes qui affectent les membres de ces communautés sont prises au niveau global.

(**MARGARET NAKATO**, World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers.)

S'ils partagent les mêmes préoccupations, ces organisations et ces groupes ont pénétré les arènes transnationales de différentes manières. Certains réseaux ont émergé de rencontres entre organisations de base qui ont pu faire l'expérience de la force et de l'intérêt des échanges transnationaux et ont décidé de les prolonger. C'est par exemple le cas de SDI : Comme l'explique Joël Bolnick : « L'origine de notre réseau n'est pas internationale mais intranationale. Elle est issue de liens entre des réseaux de populations urbaines pauvres d'un pays qui se connectent à un autre pays. Le plaidoyer international n'était pas à l'ordre du jour ». De fait, SDI est né, comme réseau international, après que des habitants de bidonvilles sud-africains eurent participé à une première série d'échanges avec des organisations indiennes, à la fin de l'apartheid :

Avec le temps, les Indiens ont commencé à reproduire leur expérience auprès des pays voisins et ont commencé à s'étendre vers l'Asie du Sud-Est. Au même moment, les Sud-Africains ont commencé à franchir les frontières vers d'autres pays, pour finir par se déplacer dans toute l'Afrique de l'Est. Peu après, conjointement avec les Indiens, ils se sont rendus en Afrique de l'Ouest puis en Amérique latine.

(**NICO KEIJVER**, Shack/Slum Dwellers International.)

D'autres réseaux ont été créés précisément pour offrir un espace transnational à des organisations existantes :

Streetnet a débuté comme espace global pour des organisations qui étaient déjà là. Nous n'avons pas débuté par quelque chose de local pour ensuite devenir globaux. Nous avons identifié de nombreuses organisations de par le monde et avons conçu Streetnet pour leur offrir un espace où elles puissent s'engager ensemble dans une organisation internationale. Bien sûr, certains membres étaient très jeunes quand ils ont rejoint Streetnet. D'autres existaient depuis longtemps déjà, mais n'avaient aucune voix internationale.

(**PAT HORN**, Streetnet.)

L'une des raisons d'être des réseaux internationaux est de créer un cadre organisationnel souple et pérenne pour développer la solidarité internationale – autrement dit pour soutenir les luttes locales à travers des mobilisations internationales, et pour créer des opportunités d'échanges horizontaux permanents.

Les membres du réseau sont connectés les uns aux autres, quelles que soient leurs activités dans leurs pays respectifs, afin de s'alerter mutuellement en cas d'injustice.

(**SAMIA ALLALOU**, Women Living Under Muslim Laws.)

Nous en sommes venues à promouvoir les connaissances, les expériences pratiques et les compétences des groupes de bases pour transmettre à d'autres leurs bonnes pratiques et leurs actions de plaidoyer dans l'élaboration des politiques. Nous avons construit un réseau de soutien à part entière.
(SANDRA SCHILLEN, GROOTS.)

Rompre l'isolement, combattre l'invisibilité

Pour parvenir à s'organiser collectivement, chaque groupe se bat contre l'invisibilité. Les processus d'exclusion et les injustices dont leurs membres sont victimes les rendent socialement invisibles. Cette invisibilité est une conséquence de leurs expériences quotidiennes en même temps qu'elle en est l'une des causes⁴. Les institutions et les autorités publiques ne les reconnaissent pas comme des acteurs politiques légitimes. Ils apparaissent ainsi comme des « victimes collatérales » des politiques de logement, des négociations internationales sur la forêt tropicale, de la croissance économique, des politiques de santé publique, etc. Des victimes muettes, car absentes des espaces où s'élaborent les politiques.

Ce faisant, l'organisation collective elle-même est à la fois un défi, un objectif et un acte politique, qui prend la forme d'un « combat pour actionner l'interrupteur », dont l'enjeu est de « rallumer le projecteur » sur des groupes isolés ou exclus. Ainsi, les revendications et actions de ces groupes n'ont pas pour unique enjeu de meilleures politiques redistributives : leurs membres refusent dans le même mouvement d'être réduits à des bénéficiaires de service passifs. Les militants de ces groupes luttent également pour la reconnaissance. Devenir un acteur – et être reconnu comme tels par les institutions, quelle que soit leur échelle (ainsi que par les autres acteurs de la société civile) est un objectif politique crucial.

GROOTS n'est pas une organisation dans laquelle les salariés et les autres membres parlent en leur seul nom, mais plutôt la création d'un espace où les voix de base puissent prendre la place dominante.
(SANDRA SCHILEN, GROOTS.)

Pour sortir de l'isolement et mettre leur situation en lumière, les militants des groupes de base affirment leur identité – en tant qu'indigène, sans logement, séropositifs ; ou, plus généralement, en tant que « sans-voix » où « sans ». Leur militantisme prend la forme de tentatives de renversement du stigmata, qu'ils transforment en fondement de leur identité d'acteur politique.

NEPWHAN est né en 1998, lorsque quelques séropositifs et malades du SIDA se sont rassemblés et ont décidé qu'ils avaient besoin d'une voix et d'un visage au niveau national. À cause de la stigmatisation, il a été difficile de rassembler du monde, particulièrement des personnes compétentes. La stigmatisation est un obstacle majeur. Très souvent, les gens ne veulent pas parler de ce que nous faisons, y compris les membres de notre propre réseau. Alors faire entendre notre voix est un véritable défi.

(PAT MATEMILOLA, NEPWHAN.)

4. Sur l'invisibilité, voir Beaud, Confavreux et Lindgaard, *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2006, dont sont issues les citations suivantes.



Les groupes affirment leur identité et se définissent eux-mêmes à travers les maux qui affectent leurs membres – le caractère polysémique du terme « positif » dans l'intitulé du réseau US Positive Women's Network est un bon exemple de la manière dont des groupes peuvent transformer le stigmate en source positive d'identité collective.

Là où beaucoup d'organisations et autres acteurs ou espaces recherchent compétence et expertise, notre point de départ, c'est notre identité. Nous nous identifions au problème, et nous voulons faire partie de la solution. Les organisations de notre secteur nous regardent souvent comme des bénéficiaires de services. Nous ne sommes pas perçues comme des experts, des acteurs, quand bien même nous sommes certaines d'avoir quelque chose à apporter.

(**WAHEEDA SHABAZZ**, US Positive Women's Network.)

Nous sommes celles qui savent ce que ça veut dire d'être séropositive. Nous avons débuté parce que nous toutes, femmes séropositives qui vivent aux États-Unis, estimions ne pas avoir de voix collectivement organisée. Les femmes qui parlaient du VIH aux États-Unis ne nous ressemblaient tout simplement pas. Elles ne ressemblaient plus à l'épidémie : le visage du VIH a changé ces dernières années, mais notre propre communauté de plaidoyer n'a pas vraiment reconnu et tenu compte de ces changements.

(**NAINA KHANNA**, US Positive Women's Network / Women Organized to Respond to Life-threatening Disease.)

Ceci explique pourquoi ces groupes ne limitent pas leurs actions et leurs objectifs à un soutien technique ou à des services qui seraient fournis par des pairs, mais pénètrent explicitement et intentionnellement les espaces publics.

L'Alliance a été créée par des gens d'un peu partout dans le monde, qui ont décidé de se rassembler pour porter la voix des habitants. Ils se sont dits : « Nous avons le droit de ne pas être seulement des usagers ou des clients, mais d'être reconnus comme les bâtisseurs des villes. Nous avons besoin de notre propre réseau ». Le but n'était pas de « faire les choses seuls », mais d'être capables de prendre la parole au même niveau que les autres sur les problèmes qui concernent le logement.

(**CESARE OTTOLINI**, Alliance internationale des habitants.)

Énoncer les injustices

La solidarité des pairs

La tâche la plus concrète du groupe est de fournir un appui et d'organiser des services et la solidarité par des pairs : en mutualisant leur énergie, leurs compétences, les membres peuvent faire face aux problèmes qui les affectent avec plus de pertinence, et ainsi, plus d'efficacité que s'ils restaient dans l'isolement ou s'en remettaient à des prestataires extérieurs.

Se regrouper entraîne un effet de levier que tous les groupes mettent clairement en avant :

Le processus ne doit pas reposer que sur moi. Je dois le rendre accessible à la personne d'à-côté de telle sorte qu'elle puisse également prendre la responsabilité de le transmettre à d'autres... Nous avons compris que nos voix ne suffisaient pas à convaincre les autorités de nous donner des terres. Nous avons besoin d'une parole collective, et d'argent. Et, pour cela, nous avons découvert qu'il était important de nous regrouper, pour partager nos problèmes et discuter comment nous pourrions leur trouver des solutions. Pour nous, il est préférable d'avoir un million de personnes qui épargnent un dollar plutôt qu'un millionnaire vienne et mette l'argent sur la table. Parce que le millionnaire nous dirait également comment utiliser l'argent. Mais l'argent n'est pas l'essentiel. Il s'agit de construire des acteurs.

(**DAVIOUS MUVINDI**, Shack/Slum Dwellers International.)

Nous avons pensé qu'en nous regroupant nous apporterions une meilleure réponse à l'épidémie du SIDA, et que nous pourrions promouvoir une meilleure participation, l'égalité des droits, etc. dans la société dans son ensemble.

(**PAT MATEMILOLA**, NEPWAN.)

Relier des luttes locales à des défis globaux...

Le choix de s'organiser collectivement a des racines plus profondes que le besoin de fournir une aide efficace et adaptée. La création d'une organisation de base ou d'un groupe d'auto-assistance est un moyen, pour des individus qui souffrent d'exclusion, d'injustice, de maladie, etc. de rompre avec la fatalité et, souvent, la honte. Comme l'exprime un membre de WEAP : « Les gens ont honte d'être pauvres et tendent à considérer que leur situation est un échec personnel. » Il en va de même avec les séropositifs et les malades du SIDA, qui souffrent d'une forte stigmatisation : « Les gens reprochent à d'autres d'être malades. » (WAHEEDA SHABAZZ, US Positive Women's Network.)

Dès lors qu'ils refusent de considérer que leur situation est le résultat de la fatalité ou d'échec personnels, les groupes commencent à décrire la situation de leurs membres comme des injustices. Ils affirment la réversibilité de la situation et pointent les conséquences de politiques (ou leur absence) comme la cause des injustices dont ils souffrent. Les mouvements de malades du SIDA vont par exemple mettre en avant la dimension sociale du VIH plutôt que de se limiter à une approche médicale. La séropositivité apparaît alors non comme la conséquence d'un manque d'attention à soi, mais comme étant déterminée socialement ou économiquement :

Aux États-Unis, la prévention du SIDA a été conçue sur un registre comportemental, c'est-à-dire que si tu changes ton comportement, tu n'attraperas pas le SIDA. Ca n'est vrai pour personne. Mais c'est particulièrement faux pour les femmes qui vivent aux États-Unis. Nous ne parlons pas de comportements. Parce que nous savons que le VIH et le SIDA ont d'autres causes, comme les injustices structurelles et sociales. C'est à cela que nous consacrons notre travail : prendre en compte les problèmes liés. Le VIH est un symptôme, pas un problème. Le VIH, c'est la preuve des injustices et des inégalités sociales et économiques.

(**NAINA KHANNA**, US Positive Women's Network, WORLD.)



Le VIH se manifeste là où vous voyez de la pauvreté, il se manifeste là où vous voyez des violences domestiques, il se manifeste là où vous voyez des mères célibataires. Le VIH est une maladie sociale et économique. Si les habitants d'un quartier (*community*) tombent malades en buvant de l'eau, vous ne le leur reprochez pas en disant : « Hé vous devriez changer de quartier (*community*) puis seulement recommencer à boire ». Nous traitons les gens d'abord, l'eau ensuite. C'est une intervention structurelle. Nous devons arrêter de reprocher aux gens d'être séropositifs et faire ce que nous pouvons pour nous assurer qu'ils aient accès aux traitements vitaux dont ils ont besoin. C'est une intervention structurelle.

(**WAHEEDA SHABAZZ**, US Positive Women's Network.)

...pour énoncer les causes et effets des injustices

Ce travail implique de reconstituer des chaînes causales, c'est-à-dire de relier des acteurs politiques distants (par exemple une institution internationale et les habitants d'un bidonville) et de montrer en quoi leurs choix politiques sont responsables de l'exclusion d'autres, qu'il s'agisse de populations urbaines pauvres, des peuples indigènes, des femmes, des personnes malades du SIDA, etc. Pour cela, les entités transnationales constituent une ressource clef : dans bien des cas, les deux extrémités de la chaîne peuvent être éloignées (dans l'espace ou dans le temps) et peuvent apparaître de prime abord comme n'ayant aucun lien direct. Les réseaux transnationaux peuvent en effet plus aisément pointer des responsabilités globales et leurs conséquences locales ; en faisant par exemple le constat de la récurrence de formes d'exclusion dans des contextes géographiques distincts.

La distance est en effet grande entre les habitants d'un bidonville en lutte contre des expulsions dans une ville africaine, et un prêt de la Banque mondiale ou un plan d'ajustement structurel décidé par le FMI dans les années quatre-vingt-dix ou au début des années deux mille. Les mobilisations sociales (y compris sous leur forme conflictuelle), de même que la contre-expertise des organisations de base que portent les organisations de base, peut parvenir à boucher ces trous et à pointer liens et responsabilités. De fait, les affirmations suivantes de SDI et de l'Alliance internationale des habitants nous apparaissent familières aujourd'hui, alors même qu'elles n'avaient rien d'évident il y a dix ou vingt ans :

[Notre but est de] faire front commun face aux effets pervers d'exclusion, pauvreté, détérioration de l'environnement, exploitation, violence, aux problèmes de transport, de services publics, d'habitation et de stabilité gouvernementale urbaine produite par la globalisation néolibérale.

(**SITE WEB DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DES HABITANTS**, <<http://www.habitants.org>>.)

La plupart des organisations d'habitants de bidonville s'organisent contre des ennemis extérieurs. De fait, l'une des principales causes des expulsions est, de nos jours, le développement piloté mondialement. Face à la nécessité de développer ou d'améliorer ses infrastructures, une ville va inmanquablement faire appel à des sources de financement internationales. Les habitants des bidonvilles doivent pouvoir avoir un impact sur les politiques à cette échelle.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

En constituant des chaînes causales entre des politiques et leurs conséquences potentiellement distantes, ils identifient des acteurs avec lesquels dialoguer et auxquels s'opposer, auprès desquels plaider leurs causes; et ils fournissent un cadre d'interprétation et d'énonciation des injustices.

Ces cadres peuvent prendre diverses formes et varient selon la stratégie des groupes et leurs analyses. Ils peuvent désigner des responsabilités clairement identifiées (et nommer un acteur ou une institution précis) ou rester plus elliptiques (et se référer à de vastes processus). Ils peuvent s'insérer dans des systèmes d'interprétation plus vastes ou rester factuels. L'Alliance internationale des habitants désigne clairement la « globalisation néolibérale » et considère que « le futur de nos villes est décidé par la Banque mondiale » (site web de l'AIH). L'Alliance des peuples et tribus indigènes de la forêt équatoriale identifie la « colonisation des territoires indigènes » comme l'une des causes de la situation des peuples indigènes. D'autres peuvent se référer aux classes (PORTIA ANDERSON, Women's Economic Agenda Project), ou aux « lois et coutumes présentés comme étant islamiques » (WLUML).

En énonçant les injustices, les groupes affirment que leurs membres ne sont pas responsables des maux dont ils souffrent, mais qu'ils sont les victimes de choix politiques.

Si tu convoques une analyse en termes de classes, les gens commencent à comprendre que ce n'est pas un problème individuel. Et nous poussons à cela, parce que souvent, les gens croient que c'est un échec personnel : tu es supposé avoir honte d'être pauvre, honte d'être de la classe ouvrière, honte d'être sans logement, honte de ne pas avoir de revenu...

(PORTIA ANDERSON, Women's Economic Agenda Project.)

DE L'AUTONOMIE À L'EXPERTISE

Développer l'autonomie et renforcer l'engagement public des acteurs de terrain

Les réseaux transnationaux d'organisations de base et de groupes d'auto-assistance n'entendent pas seulement agir *pour* mais également *avec*. Ce faisant, ils refusent de négocier leur identité avant de pénétrer les espaces publics, là où participer à une négociation internationale dans le cadre d'une organisation tierce peut avoir des contreparties subies (polir un discours, renoncer à apparaître comme « indigènes », « habitant d'un bidonville », adapter une revendication, etc.). Leur identité étant étroitement liée au principe selon lesquels les actions sont entreprises par des pairs, ils entendent prendre en charge d'eux-mêmes et par eux-mêmes la majeure partie, si ce n'est la totalité, de leur action, du soutien le plus concret et quotidien au plaidoyer à l'échelle mondiale. Les principes qui déterminent la manière dont les groupes entreprennent leurs actions de soutien matériel et quotidien à leurs membres s'appliquent également à leur engagement dans les arènes globales. Ils se centrent sur leurs ressources et compétences propres, plutôt que de déléguer leur engagement dans la sphère publique à des intermédiaires, qu'il s'agisse d'ONG, d'experts extérieurs, etc.

Ce faisant, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance consacrent une part très importante de leur temps à développer l'autonomie de leurs membres : ils organisent par exemple des formations très pratiques pour les « leaders de base » (*grassroots leaders*), tel que « parler en public », « animation d'un groupe », etc. Bien sûr, certaines tâches nécessitent des compétences particulières et de la spécialisation. Les réseaux qui consacrent la plupart de leur travail à des actions internationales de plaidoyer peuvent décider de travailler avec quelques professionnels extérieurs plutôt que de s'en tenir entièrement au principe des ressources basées sur les pairs. Ils peuvent également avoir recours à une spécialisation de certains pairs, en instituant progressivement une équipe très qualifiée formée de pairs. Le « bureau de conférencières » de WORLD est un exemple d'une spécialisation de ce genre. Son but est de défendre et promouvoir les droits des personnes qui vivent avec le VIH, ainsi que de faire de la prévention. WORLD organise des formations spéciales, pour les femmes qui désirent rejoindre ce bureau. Les conférencières interviennent devant des publics très divers : des écoliers, des groupes de jeunes, des centres de soins, des travailleurs sociaux, des adolescentes enceintes, des personnes qui viennent d'apprendre leur séropositivité, des journalistes, etc. Elles racontent comment le VIH affecte leurs vies, leurs familles, leurs proches. Ces histoires sont autant « d'outils



pour le changement » : ces dynamiques portées par des pairs mettent l'expérience en leur centre. Échanger sur leurs expériences quotidiennes, et écouter les expériences d'autres qui font face à des problèmes similaires, développe l'autonomie des femmes séropositives.

En fait, très souvent, l'autonomie (*empowerment*) est incluse dans la manière dont le groupe opère ainsi que dans les principes sur lequel il se fonde. SDI est composé de « projets d'épargne ». Ces « unités de base » n'ont pas pour unique but de collecter des fonds. S'organiser collectivement autour de projets d'épargne requiert des compétences spécifiques, et l'argent engendre des responsabilités. Cela implique de savoir comment gérer un budget, se projeter à moyen voire à long terme. En fait, épargner est un outil très efficace pour développer les compétences des membres de SDI, ce qui renforce l'autonomie du mouvement, tant sur le plan organisationnel que financier. De ce fait, SDI considère l'épargne comme étant l'un de ses « rituels ».

WORLD organise des « retraites » plusieurs fois par an, pour former et proposer un support et des soins psychologiques. Ces retraites, « ouvertes uniquement aux femmes séropositives » sont conçues comme « des expériences holistes », et incluent des éléments de formation sur les traitements, des ateliers sur la gestion du stress, et des discussions sur « la divulgation et la stigmatisation ». ICW organise régulièrement des ateliers pour « parler en public », pour que le plus grand nombre possible de ses membres puisse représenter le réseau dans des conférences, réunions et dialogues avec des institutions, et puisse participer à des actions de prévention.

Promouvoir l'expertise de terrain

L'une des principales caractéristiques de la plupart des organisations de base et des réseaux d'auto-assistance est l'intensité de l'exercice de la réflexion qu'elles appliquent à leurs pratiques et à la situation de leurs membres. Certes, face à des urgences quotidiennes et disposant de ressources limitées, les groupes ont des difficultés à s'engager seuls dans la réflexion. Se structurer en réseau ouvre de nouvelles opportunités : la plupart de ces groupes sont engagés dans des processus réguliers, sinon permanents, de capitalisation d'expériences. Ils évaluent régulièrement leurs actions, leurs manières de faire, les formes de soutien et d'aide qu'ils offrent à leurs membres, leurs analyses de leur propre situation, etc. Ces processus peuvent rester très informels. Mais souvent, les groupes tentent de structurer cet aspect de leur engagement, qu'ils décident de créer une « université de base », une entité de recherche-action, ou bien un réseau d'échange d'expériences.

Pour développer la pertinence de leurs formations et de leur plaidoyer, beaucoup de ces organisations s'engagent dans des projets de recherche – seuls ou en lien avec des centres de recherche :

Nous effectuons et opérons des projets de recherche, parce que globalement, lorsque l'on parle d'un problème, on va nous poser la question : « Vous avez une preuve? » Alors nous essayons autant que possible de conduire des recherches, notamment à partir de nos propres membres, de sorte que notre plaidoyer repose sur les recherches que nous menons auprès de nos membres.

(LILIAN MWOREKO, International Community of Women with HIV/AIDS.)

Cette réflexion commence par l'échange d'expériences sur les « bonnes pratiques », les échecs et les succès. Ici aussi, la structuration à l'échelle globale peut avoir un effet levier : plus le réseau est large, plus vaste est le spectre des pratiques et des expériences qu'il recouvre ; les apprentissages sont donc plus profonds. En développant leur propre expertise, les réseaux ne font pas que renforcer leur plaidoyer. Conduire des recherches permet d'identifier des éléments communs, dans la manière d'appréhender un problème, dans des fonctionnements, etc. :

Le réseau s'est développé pour un tas de raisons. Au début, les projets d'épargne rassemblaient des gens, et tout tournait autour des échanges, des apprentissages horizontaux, etc. Dans le même temps, les participants aux projets d'épargne ont développé leurs propres rituels, comme le recensement, pour mieux se connaître les uns les autres, et pour mieux connaître les villes : combien de personnes vivent là ? comment s'organisent-ils ? que font-ils ? combien y a-t-il d'écoles ? Ils ont donc mené des recherches socio-économiques, pas seulement sur les bidonvilles, mais sur les villes en général. Et ça a aidé le réseau à définir ses principes, ses rituels.

(JOEL BOLNICK, Shack/Slum Dwellers International.)

« Profanes » et monde académique

Bien sûr, le besoin d'engager des recherches « de base », basée sur des contributions de « pairs » est liée à la question de l'invisibilité : l'invisibilité ne concerne pas uniquement la sphère publique. Elle se répand également dans le monde académique. Les recherches portant sur les problèmes qui touchent les groupes de base peuvent parfois ignorer ces derniers et omettre d'intégrer leur vision, leurs expériences voire leur situation ; de même qu'elles peuvent passer à côté des interactions sociales (informelles) qu'ils développent, leur créativité, etc.

Faire de l'expérience une source de savoir pertinente

Créer des « université de base », ou s'engager dans des programmes de recherches est un moyen pour mettre en lumière l'expérience des groupes de base et reconnaître la pertinence de l'empirisme. En fait, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance cherchent à combler la distance qu'ils perçoivent comme un manque, entre l'empirisme et le savoir scientifique. Comblé ce manque est un processus à deux dimensions, qui implique à la fois de faire de l'expérience une source de savoir reconnue et de promouvoir des savoirs qui seraient utiles aux organisations de base. Il est pour cela nécessaire que les chercheurs et les experts intègrent les débouchés concrets de leurs recherches dès le moment où ils élaborent leurs programmes.

Je suis surpris de la distance croissante entre le savoir dit « académique » et celui qui vient du terrain, le savoir-faire des habitants, ce qu'ils apprennent à travers des processus difficiles, et qui débouche sur de la documentation, de la systématisation, de la construction d'outils.

(YVES CABANES, Alliance internationale des habitants.)



Nous avons un outil, l'Université populaire urbaine. Avec elle, nous avons la possibilité de construire des formes d'organisation, d'élaborer des contenus... et de lier la recherche et sa diffusion aux organisations d'habitants. Les universitaires et les leaders sociaux peuvent partager leurs savoirs et leurs méthodes.

(**CESARE OTTOLINI**, Alliance internationale des habitants.)

Formuler le projet du réseau à travers un processus collectif de recherche-action

La recherche empirique et la recherche-action peuvent déboucher sur des changements dans les manières dont les groupes travaillent. Qu'elles soient conduites par les groupes eux-mêmes ou de manière conjointe avec des institutions, elles peuvent fournir une meilleure vision des actions et de leur pertinence.

Au niveau national comme international, SDI continue à construire des relations avec des institutions universitaires. L'un des apports importants de ce genre de relations, c'est qu'elles créent du potentiel pour un ensemble d'évaluation et d'analyse du travail que fait SDI.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

De fait, l'expertise « de base » est décisive pour contribuer à formuler les problèmes précis auxquels le réseau va s'attaquer et sur lesquels il va centrer son travail. La recherche menée par WLUML a ainsi contribué à clarifier les sources de l'oppression contre laquelle lutte le réseau :

Très vite, après avoir échangé sur leurs vies, les femmes impliquées dans le lancement de notre réseau ont pris conscience de la variété des contextes dans lesquelles elles vivent. Ce qui est considéré comme une loi musulmane dans mon pays peut ne pas être considéré comme tel dans ton pays. C'est là une chose sur laquelle nous passons beaucoup de temps : expliquer la signification du « s » à la fin de « Femmes vivant sous lois musulmanes ». La Charia en tant que telle n'existe pas. Il n'y a pas un corpus unique et codifié de lois. Et nous devons être conscientes de ces différences.

(**AISHA SHAHEED**, Women Living Under Muslim Laws.)

La conscience de ces différences est venue d'échange d'expériences organisés, et, par la suite, d'études sur les constitutions, les lois coloniales, coutumières et étatiques, etc. Les partenariats avec des centres de recherche peuvent également contribuer à mieux saisir la pertinence et l'efficacité des actions entreprises par les groupes concernés.

Nous avons beaucoup travaillé, dans le cadre de nos campagnes, avec de nombreux chercheurs. Et ces chercheurs nous ont aidé à nous rendre compte du bon travail que font les femmes de base sur le terrain.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Utiliser l'expertise externe pour changer les politiques

Les programmes de recherche-action, qui associent l'expertise de terrain (*grass-roots*) à celle de professionnels, peuvent avoir un impact plus ou moins direct sur les décisions politiques.

Indirect : les recherches (ou formations) conjointes à des organisations de base ou groupes d'auto-assistance et des institutions universitaires peuvent être intégrés au cursus des (futurs) élites politiques. Direct : ces mêmes recherches fournissent des données alternatives complémentaires, qui permettent de mieux informer les acteurs politiques. De tels liens permettent aux savoirs issus de l'action des organisations de base ou des groupes d'auto-assistance de ne pas être cantonnés au champ de la contre-expertise, mais d'acquérir une légitimité scientifique et/ou politique.

Les institutions de recherche, une fois ouvertes aux différentes manières dont nous nous mobilisons et nous engageons sur les questions de développement urbain, peuvent lentement mais sûrement, nous amener à être introduits dans les cycles de formation des institutions qui vont former les futurs professionnels.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

Nous travaillons beaucoup avec les universités de notre région, avec les étudiants qui sont en train de choisir leurs spécialités et leurs disciplines. C'est ce à quoi nous nous attelons... Et nous sommes aussi en train de promouvoir l'idée d'une université hors les murs. Parce que nous pensons que si nous ouvrons la formation des étudiants qui y participent, nous serons leurs partenaires. Ils bénéficient d'une formation à l'université, et ils en ont un prolongement dans l'université de notre « communauté ».

(**ETHEL LONG-SCOTT**, Women's Economic Agenda Project.)

Nous pensons vraiment que de bonnes recherches peuvent aider notre travail, parce que nous venons d'un secteur habituellement invisible. Soit les statistiques sont mauvaises, soit il n'y en a aucune. Lorsqu'il y a des recherches, ça nous aide beaucoup à changer les politiques. Donc nous travaillons beaucoup avec les chercheurs.

(**PAT HORN**, Streetnet.)

L'expérience des organisations de personnes séropositives ou malades du SIDA est un très bon exemple de ce sur quoi peut déboucher les luttes pour la reconnaissance de l'expérience comme une source de savoir légitime en termes de changement des politiques de santé. Pendant longtemps, ces organisations ont revendiqué, et fait la preuve, de leur expertise sur la maladie et ses impacts. Ils ont mis en cause les approches officielles, en montrant en quoi le SIDA ne se limite pas à une question de santé, et que la prévention doit être pensée en lien avec les contextes et les réalités sociales. En outre, les personnes séropositives et malades du sida ont affirmé avoir une meilleure connaissance que quiconque de la manière dont le SIDA affecte les malades ainsi que des problèmes qu'elles rencontrent.



La première fois que j'ai commencé un traitement, mon médecin, un homme, m'a montré une photo d'une molécule, et un énorme graphique médical. Il m'a expliqué comment le virus allait affecter mon système immunitaire. Mais ça n'avait aucun sens pour moi. Ça ne correspondait à aucune de mes questions. Mes questions n'étaient pas : « Quel médicament dois-je prendre ? » mais : « Qu'est-ce qui va m'arriver si je veux un enfant ? » et ce type, il ne pouvait répondre à aucune de mes questions. C'est seulement quand j'ai fini par rencontrer WORLD et des militantes-pairs que j'ai trouvé des oreilles compréhensives et que j'ai eu mes réponses.

(**NAINA KHANNA**, US Positive Women's Network / Women Organized to Respond to Life-threatening Disease.)

Au début de l'épidémie, les organisations de malades du SIDA et de séropositifs ont exigé, avec succès, que les protocoles de recherche soient changés. Elles se sont opposées à l'utilisation de placebos : y recourir impliquait inévitablement d'accepter que certains malades ne reçoivent pas de véritable traitement. En refusant de rester passifs, et en s'engageant activement dans la construction d'un protocole de recherche alternatif, les patients – de simples profanes si on les compare aux chercheurs – sont parvenus à acquérir une expertise reconnue sur l'épidémie⁵. Ils sont parvenus à atténuer l'hétéronomie des patients dans la relation à la médecine.

Bien sûr, la reconnaissance de l'expertise des profanes reste fragile. S'organiser collectivement est une manière de renforcer le statut de ce type particulier d'expertise ; une manière également de l'étendre à d'autres domaines – ICW milite ainsi fortement pour le développement « d'interventions contrôlées par les femmes », comme les microbicides.

De fait, l'expertise des mouvements de base se fonde sur la conviction que la recherche n'est pas neutre. Par conséquent, privilégier une orientation par rapport à d'autres n'est pas sans impact social.

5. Sur le sujet de l'impact du SIDA sur les relations entre les patients, les équipes médicales, les profanes et les experts, voir Callon, Lascoume et Barthe, *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Seuil, 2001.

COLLABORER AVEC LES ONG

Comme cela a été évoqué plus haut, l'un des objectifs des réseaux d'organisations de base et de groupes d'auto-assistance est de permettre à leurs membres d'investir les espaces publics.

À l'échelle mondiale, les organisations de base, les groupes d'auto-assistance, ainsi que les autres acteurs de la société civile, ont récemment créé des espaces dans lesquels ils peuvent débattre de leurs propositions et préparer des mobilisations. De fait, les forums sociaux, les campagnes, ainsi que les contre-sommets apparaissent comme étant les formes privilégiées d'expression et de sociabilité de la société civile mondiale. Ces formes horizontales sont censées favoriser les échanges entre groupes divers, sur une base égale, quelle que soit leur taille, leur culture organisationnelle ou leurs ressources⁶.

Les espaces publics, particulièrement les espaces publics globaux, sont loin d'être largement ouverts. Ils se révèlent au contraire très nettement « censitaires ». Mobiliser des ressources rares, et inégalement réparties, est un préalable indispensable à la présence dans ces espaces. Mais l'insuffisance de ressources financières (la capacité à financer des voyages internationaux et le travail de militants transnationaux) ne constitue pas le seul obstacle. Investir de tels espaces de manière pertinente ne peut se faire sans un certain nombre de compétences, de savoirs, de capital social, etc.

Conflits potentiels

Les ONG ont fait la preuve de leur capacité à se mouvoir dans les espaces transnationaux. De leur côté, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance apparaissent comme ancrés (*rooted*) dans des urgences et des actions quotidiennes. Dans les espaces globaux, la mobilité apparaît comme un défi et un enjeu majeur – le problème central n'étant pas tant la liberté de circulation du capital et de la finance que l'absence d'une telle liberté pour les « victimes » de la mondialisation⁷. De fait, la société civile est un espace hautement concurrentiel, dans lequel les acteurs se disputent ressources, visibilité et légitimité. Même lorsqu'ils partagent des objectifs communs, les acteurs peuvent coopérer, s'opposer voire s'affronter.

Ainsi, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance affirment leur spécificité par rapport aux ONG.

6. La société civile ne doit cependant pas être considérée comme étant toujours vertueuse. Jan Aart Scholte a mis en évidence qu'elle comprend également des éléments « incivils ». Ulrich Beck considère les groupes terroristes comme des « ONG terroristes ».

7. Sur cette question, voir U. Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, 2006.



Les ONG lèvent des fonds au Nord, mais elles opèrent au Sud. Elles sont très actives dans les négociations internationales. Elles peuvent très aisément être écoutées par les institutions internationales, parce qu'elles ont l'expérience, et des membres très influents. En fait, leur légitimité est basée à la fois sur leurs membres du Nord, et sur leur expérience sur les aspects opérationnels au Sud.

(**NICO KEIJVER**, Shack/Slum Dwellers International.)

Nous avons de nombreuses incompatibilités culturelles avec de nombreuses ONG internationales, en raison de la manière dont elles se présentent. Qui représentent-elles vraiment? Auprès de qui sont-elles redevables?

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

La création de certains de ces réseaux s'est même faite à partir d'ONG, pour permettre une représentation meilleure et plus directe des « sans ». L'Alliance internationale des habitants est, par exemple, née après que des groupes et organisations eurent décidé de quitter une ONG :

Des organisations de type ONG se sont rassemblées dans Habitat International Coalition. Avec le temps, les mouvements sociaux ont gagné en importance, et se sont associés à HIC. Mais les groupes leaders restaient des ONG. Les mouvements sociaux avaient peu d'espace pour leur propre voix dans la coalition.

(**YVES CABANES**, Alliance internationale des habitants.)

De nombreuses organisations de base soulignent ces inégalités et différences, notamment lorsqu'elles racontent comment des ONG sans ancrage local parviennent à entrer en contact avec des acteurs de la sphère publique officielle :

Elles ont un accès direct à nos gouvernements, bien plus que nous ne l'avons. Elles peuvent obtenir un rendez-vous avec le gouvernement kenyan bien plus facilement que nous ne le pouvons. Elles entretiennent même des relations officielles avec certains gouvernements. Mais ils s'intéressent surtout à la prestation de services, plutôt qu'au développement de l'autonomie. Parfois, ils en viennent même à changer les programmes que nous menons.

(**ESTHER MUIRU**, GROOTS.)

Dans les arènes transnationales, les mobilisations sociales ne sont pas l'unique facteur de succès, qu'il s'agisse de promouvoir un projet alternatif ou la défense des intérêts des membres d'un groupe. Au contraire : les contacts et les relations interpersonnelles y jouent un rôle clef. Connaître et avoir des contacts avec les « élites » politiques, ou encore savoir frapper (et ouvrir) la bonne porte sont ici des ressources décisives.

Complémentarités et projets communs

La société civile n'est pas qu'un espace de confrontation et de compétition entre les acteurs qui l'investissent. Les dynamiques coexistent avec de fortes complémentarités, qui sont la base de processus de coopération :

Si on prend les choses globalement, je crois que si nous pouvons identifier des organisations avec des objectifs similaires aux nôtres, et qui ont des forces là où nous avons des faiblesses, ce sont des organisations avec lesquelles nous travaillons. À cause de la stigmatisation, les personnes de qualité, les personnes compétentes, tendent à se cacher. Il y a donc plus de compétences dans les ONG que dans le NEPWHAN. Nous devons donc travailler ensemble, pour profiter de cette synergie.

(**PAT MATEMILOLA**, NEPWHAN.)

La capacité qu'ont les ONG à ouvrir des portes à toutes les échelles pose des problèmes en termes de transparence. Elle crée dans le même temps des opportunités pour des groupes disposant de ressources limitées : « Les ONG nous ont aidé à faire comprendre et accepter notre statut au gouvernement, ainsi qu'à nous donner des droits égaux » (NEPWHAN). De fait, la capacité à « ouvrir la bonne porte » est à la fois une compétence, et une ressource (analysable en termes de capital social). Les ONG et les organisations de base peuvent coopérer (pour que la compétence bénéficie à tous, ou pour développer les capacités des mouvements de base sur ces aspects) et construire des partenariats stratégiques (pour partager leur « capital social »). Dans cette perspective, la relation entre les ONG et les organisations de base et les groupes d'auto-assistance n'est pas nécessairement asymétrique : ces derniers ont des ressources dont les ONG ne disposent pas toujours (en termes de légitimité, par exemple).

En fait, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance sont soucieux de s'engager dans des projets partagés avec des ONG et des experts, mais en prenant des précautions.

Les relations avec les professionnels sont des relations très contradictoires. À bien des égards, les professionnels représentent, pour les habitants des bidonvilles, un mal nécessaire. Ils apportent des compétences et des savoir-faire indispensables aux projets complexes dans lesquels SDI est engagé, comme la finance foncière, l'architecture, l'ingénierie, le développement d'infrastructures. Mais, d'un autre côté, quand la valeur ajoutée est amenée par des professionnels, elle s'accompagne d'un grand risque. Le risque, c'est que bien souvent, les professionnels contrôlent les processus. Travailler avec des professionnels extérieurs, particulièrement avec des experts ou des ONG, et particulièrement au niveau global, est un défi pour SDI. Nous avons eu des succès intéressants. Mais nous avons aussi eu des échecs intéressants.

(**NICO KEIJVER**, Shack/Slum Dwellers International.)

Nous voyons les ONG comme des prestataires de services. Ce sont des organisations qui fournissent des services à nos membres, qu'ils s'agissent de projets de microcrédit, de la question des droits humains, ou d'autres types de services. Elles ne peuvent pas être membres de Streetnet. Si elles nous proposent des services, mais qu'elles ne parviennent pas à les rendre, nous n'allons pas avoir une très bonne relation avec elles, même si leur mission est bonne sur le papier. Notre relation avec les ONG est très pragmatique.

(**PAT HORN**, Streetnet.)



Lorsque des habitants ont besoin de conseils juridiques sur la manière dont conduire un procès, c'est important d'avoir des professionnels qui ont des compétences juridiques nationales ou internationales. Nous collaborons donc avec certaines ONG.

(**CESARE OTTOLINI**, Alliance internationale des habitants.)

Éviter que des relations trop asymétriques n'émergent et préserver l'autonomie du groupe apparaissent donc autant comme des moyens indispensables à une bonne coopération que comme des fins en soi :

La réalité, c'est que c'est le groupe qui gère sa propre dynamique. Nos partenaires, les ONG qui nous soutiennent ne nous disent pas ce que nous devons faire. Ils restent comme conseillers de nos dynamiques. Mais les initiatives viennent de la base. Et les ONG sont là en tant que groupes de professionnels, pour améliorer nos idées, et les porter globalement. Elles nous aident à ouvrir des portes lorsque nous avons besoin de négocier avec nos gouvernements les divers besoins de nos groupes.

(**DAVIOUS MUVINDI**, Shack/Slum Dwellers International.)

L'ENGAGEMENT AUPRÈS D'ACTEURS DE LA SPHÈRE PUBLIQUE : CONFLIT COOPÉRATIF ET COOPÉRATION CONFLICTUELLE

Nous avons déjà souligné le paradoxe auquel se confrontent les organisations de base et les groupes d'auto-assistance lorsqu'ils entrent dans les espaces transnationaux : en tant que groupes « de base », ou groupes « communautaires », ils travaillent sur des problèmes qui sont directement issus de l'expérience quotidienne de leurs membres. Mais, même si leur échelle privilégiée d'action semble être locale, ils refusent de s'y limiter et de regarder passivement d'autres acteurs investir les espaces transnationaux. Leur désir d'être activement et pertinemment impliqués à toutes les échelles « où les politiques sont élaborées » (incluant l'échelle globale) est la première raison pour laquelle ils s'engagent dans les espaces transnationaux. L'isomorphisme est ici clairement l'une des raisons de la transnationalisation : la globalisation de la politique induirait naturellement ou mécaniquement une globalisation des mobilisations sociales, et, de ce fait, des acteurs de la société civile. L'émergence d'institutions internationales comme l'OMC ou le FMI rendrait nécessaire de leur trouver des équivalents du côté de la société civile. Les innovations technologiques joueraient ici un rôle primordial, en rendant la construction d'entités transnationales plus aisée. La montée du « capitalisme en réseau », ainsi que la généralisation de l'accès à Internet pousserait également les acteurs de la société civile à opter pour des formes réticulaires d'organisation. Ainsi, les réseaux globaux seraient les formes d'association typiques de l'ère globale.

Expliquer la structuration transnationale de la société civile par isomorphisme décrit assez bien pourquoi ses acteurs décident de se transnationaliser ; mais ne suffit en revanche pas à comprendre comment ils procèdent, ainsi que la signification concrète, pour une organisation, de « transnationalisation ». En outre, cette approche ne s'applique pas pleinement aux organisations de base et aux groupes d'auto-assistance : les analyses en termes d'isomorphisme présupposent en effet la mobilité, c'est-à-dire la capacité à mobiliser des ressources importantes.

Il est ici nécessaire d'emprunter quelques concepts à la sociologie des mobilisations, pour pouvoir dégager quelques hypothèses et avancer dans la compréhension des réseaux internationaux de groupes de base.



Le détour transnational S'ouvrir à de nouvelles opportunités locales

Les mobilisations sociales peuvent s'expliquer par la « structure des opportunités politiques⁸ ». L'émergence et le succès des mobilisations sociales dépendraient ici des « opportunités » ouvertes par les institutions publiques officielles – ou, pour être plus précis, de la manière dont les groupes perçoivent ces opportunités. Celles-ci incluent entre autres l'attitude des autorités publiques, l'ouverture des espaces publics, la stabilité des positions politiques (les acteurs ont-ils des positions clairement identifiées? les forces sont-elles bien établies et équilibrées?), les conflits au sein des élites politiques (les élites coopèrent-elles ou bien ont-elles des relations conflictuelles?), etc. L'ensemble de ces facteurs aurait un impact sur les possibilités qu'ont les mouvements de la société civile de construire des mobilisations, d'exprimer des revendications et des exigences, et de s'engager dans des relations (conflictuelles ou non) avec les institutions publiques.

Si les opportunités politiques sont fermées, ou perçues comme telles, au niveau national (soit que l'État en question ne soit pas démocratique, soit parce que les barrières à l'entrée des espaces publics ne peuvent être surmontées par les groupes disposant de faibles ressources), les acteurs peuvent être poussés à changer d'échelle, pour finir par se structurer à l'international. En effet, la « sphère publique mondiale » étant loin d'être stabilisée, les opportunités peuvent y être plus larges.

Dans ces espaces mondiaux, les groupes peuvent être plus efficaces pour transformer les politiques qu'ils ne le sont localement :

En fait, localement, l'AIH n'est pas très efficace pour régler les problèmes du quotidien, comme les conséquences concrètes des expulsions. Nous sommes plus efficaces pour construire des politiques de logement, le droit au logement, et pour veiller à ce que ces droits soient intégrés dans des plans de développement, etc.

(YVES CABANES, Alliance internationale des habitants.)

Ils peuvent même remporter quelques succès et être reconnus comme des acteurs légitimes :

Nous travaillons en lien étroit avec UN Habitat. Nous avons même quelqu'un au bureau de l'alliance des villes. Nous avons réussi, parce que nous avons proposé des solutions. Les réseaux organisés ont des savoirs qui peuvent aider les agences des Nations unies, parce que jusqu'à maintenant, elles n'ont pas été capables de trouver des solutions viables à nos problèmes. Alors peu à peu, nous influençons les politiques et les procédures.

(JOEL BOLNICK, Shack/Slum Dwellers International.)

Investir les arènes globales peut même ouvrir des opportunités habituellement closes à l'échelle nationale :

8. Sur le sujet, voir McAdam, McCarthy et Zald, *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and culture framings*; ainsi que MacAdam, Tarrow et Tilly, *Dynamics of contention*.

Dans les forums internationaux, nous rencontrons parfois des officiels de nos propres gouvernements. Et nous pouvons discuter avec eux, alors qu'au niveau national, nous ne pouvons les joindre.

(**MARGARET NAKATO**, World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers.)

Politiquement, il y a une telle compétition qu'il est difficile de parvenir à ce que les organisations locales soient reconnues localement ou nationalement. Le réseau a donc joué un rôle clef pour légitimer globalement les succès et les priorités que portent les femmes de base, ainsi que pour faire revenir ces succès au niveau local et au niveau régional. Vous trouverez des tas de leaders qui ont rencontré leurs ministres ou maires dans des réunions internationales, qui ne les verraient jamais ou ne seraient jamais reçus par eux localement.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Le détour transnational serait alors un moyen de s'échapper de champs trop fermés, en investissant des espaces perçus comme étant plus ouverts. Ainsi, en se structurant à l'international, les organisations gagnent en légitimité et accèdent à des ressources qui leurs sont inaccessibles dans le champ national⁹.

La transnationalisation de la politique peut également déboucher sur des ressources et des cadres d'interprétation qui peuvent être déployés sur des mobilisations locales ou nationales :

La déclaration des Nations unies nous offre un cadre d'interprétation fantastique à partir duquel travailler, pour que nous ne soyons pas éloignés de ce qui est le plus important. Ça aide vraiment à guider notre travail et guide également nos luttes.

(**ETHEL LONG-SCOOT**, Women's Economic Agenda Project.)

Des engagements globaux aux conséquences locales

Investir les espaces publics globaux peut avoir des conséquences sur les relations qu'entretiennent les groupes avec les autorités locales et nationales, et contribuer à fermer les opportunités politiques correspondantes. Les autorités nationales peuvent par exemple percevoir les revendications que les mouvements de base portent dans les arènes globales comme des attaques, même indirectes, contre leurs propres politiques.

Notre relation avec les gouvernements européens est bonne. Ils financent même certaines de nos réunions. Nous avons des contraintes, cependant, parce qu'en tant que société civile, quand nous travaillons globalement, nous avons tendance à traiter de questions en faveur desquelles nos gouvernements ne sont pas. C'est donc un peu comme si nous travaillions contre notre propre gouvernement. Quand nous revenons dans notre pays, nous pouvons être marginalisés, isolés, perçus comme des rebelles.

(**MARGARET NAKATO**, World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers.)

⁹. Sur ce sujet, voir Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la globalisation*, 2003 et Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, *L'Altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause*, 2005.



Quand tu rencontres les membres du gouvernement à des échelles plus hautes, tu peux être mis de côté quand tu rentres dans ton pays. Les institutions gouvernementales peuvent plus tard essayer de te laisser tomber. Au niveau national, tu peux ne pas parvenir à t'engager efficacement, mais à l'échelle internationale, tu es protégé par les déclarations. Et donc tu fais face à des gens face auxquels tu t'es désengagé quand tu es à la maison. Mais il y a un risque quand tu reviens...

(ESTHER MUIRU, GROOTS.)

Les échelles globales d'action ne sont pas déconnectées des autres. Mais les opportunités sont diverses, asynchrones, et leurs dynamiques peuvent varier d'une échelle à l'autre. Ici encore, la vaste solidarité et la masse critique que les réseaux transnationaux permettent d'atteindre sont des ressources pour les organisations de base et les groupes d'auto-assistance. Mais cela prouve également que « globalisation » ne désigne pas la dynamique de substitution d'une échelle à une autre (le global supplanterait alors le national), mais plutôt un processus dense et épais qui affecte l'ensemble des échelles, du local à l'international.

La globalisation n'est pas une dynamique simple, que guiderait la seule quête de légitimité. Elle est bien plus le produit d'un processus dense, au cours duquel les acteurs cherchent les moyens les plus efficaces et accessibles pour rompre avec l'invisibilité et pour rendre leurs revendications audibles. Poursuivant de tels objectifs, les groupes articulent différentes échelles d'action :

Notre stratégie centrale, dans notre expansion, et dans nos tentatives de répondre aux demandes de nos membres, c'est de nous engager avec tous les types d'acteurs, que ce soit dans les villes, avec les autorités municipales ; dans les provinces, avec les autorités provinciales ; qu'il s'agisse des banques, des autorités nationales, des institutions multilatérales, etc.

(NICO KEIJVER, Shack/Slum Dwellers International.)

Le pragmatisme politique : entre dialogue et confrontation

Ces organisations ont recours à un très vaste répertoire d'actions. Toutes partagent une approche très pragmatique de leur relation aux autorités, quelle que soit l'échelle d'action. Néanmoins, leurs stratégies peuvent profondément varier. Ainsi, certaines mettent plutôt l'accent sur le dialogue, tandis que d'autres privilégient la confrontation. Mais l'alternative n'est, dans les faits, pas rigide : les organisations ne sont pas contraintes de choisir entre coopération et confrontation. Les frontières sont poreuses et dessinent un vaste ensemble de tactiques, de stratégies et de sensibilités.

Jan Aart Scholte l'a mis en évidence¹⁰, le choix entre conflit et coopération est largement déconnecté du degré de radicalité propre à chaque groupe. Il résulte bien plus de la vision qu'à chaque organisation des opportunités politiques. Les mouvements qui mettent l'accent sur le dialogue ne sont pas nécessairement moins radicaux que ceux qui préfèrent la confrontation.

10. Dans *Global civil society, changing the world?* CSGR working paper, mai 1999.

La plasticité formelle est l'une des caractéristiques principales des réseaux : ils ont depuis longtemps fait preuve de leur capacité à modifier leur structure pour intégrer un vaste ensemble de groupes, de cultures organisationnelles, et d'approches. Cette plasticité facilite les passages d'une attitude face aux institutions à une autre. Ils peuvent même parvenir à faire coïncider plusieurs approches.

Certains groupes favorisent explicitement la coopération :

Les femmes de base ne peuvent pas prendre le risque de la confrontation, vu ce qui est en jeu pour elles. Construire des relations, un dialogue, et de vastes mobilisations au niveau des groupes et à travers le réseau est donc déterminant. Ainsi que développer des alliances avec des gens influents, qui peuvent t'aider à obtenir des rencontres, à être compris quand d'autres ne veulent pas te recevoir ou te perçoivent de manière négative. Mais je crois que nous sommes également assez agressives dans notre manière de frapper aux portes. Nous essayons de trouver des manières de devenir partenaires et de jouer un rôle de construction de l'ordre du jour sur les questions politiques. Nous n'avons pas de problème à maintenir notre indépendance, et à être critiques vis-à-vis des décisions qui sont prises... Nous avons par exemple toujours été très critiques vis-à-vis du programme « post-catastrophe » de la Banque mondiale.

(SANDRA SCHILEN, GROOTS.)

D'autres s'inscrivent plutôt dans une logique de pragmatisme critique :

SDI est perçu comme une organisation qui a une approche très pragmatique des questions de développement. Nous privilégions les relations de collaboration avec les autres institutions, basée sur les mobilisations de masse de notre mouvement social. Mais le mouvement social qui est mobilisé à travers l'épargne au sein de SDI n'est pas mobilisé pour s'engager dans la confrontation ou la critique (*name and shame agenda*). Ça ne signifie pas que nous excluons ce genre d'approches de notre boîte à outils. Les membres de SDI vont inévitablement, si nécessaire, aller jusqu'à la confrontation, porter leurs revendications, dans leur relation aux autres acteurs comme l'État, les autorités locales, provinciales ou nationales, ou encore les multinationales ou les institutions multilatérales. Mais l'option que nous préférons, c'est trouver une voie dans laquelle négocier une solution.

(JOEL BOLNICK, Shack/Slum Dwellers International.)

...tandis que d'autres peuvent préférer s'engager dans des mobilisations et des conflits sociaux :

Si les autorités sont d'accord pour dire que les villes ne sont pas des marchandises, et que leurs racines, les droits, les cultures et le désir de construire leur futur comptent, parce qu'elles sont des organismes vivants, alors nous pourrions faire des choses ensemble. Mais ces choses incluent toujours le conflit. Pas comme quelque chose de négatif, mais comme quelque chose de peut-être nécessaire pour avancer. Nous voulons être capable de suivre notre propre rythme, de définir nos propres priorités, plutôt que de suivre ce qui nous est imposé par les autorités. Et demander à ce qu'une ligne dans un document officiel soit changé, ça ne suffit pas, ça n'est pas efficace... Le défi, c'est que les habitants deviennent conscients qu'ils peuvent vraiment changer les villes. Et, encore une fois, ça inclut le conflit.

(CESARE OTTOLINI, Alliance internationale des habitants.)



Les forces et faiblesses respectives de chaque groupe, ou plutôt la manière dont chaque groupe les perçoit, déterminent également l'approche retenue. L'une des forces que mettent en avant de nombreuses organisations de base et groupes d'auto-assistance est précisément leur capacité à articuler différentes approches et à puiser dans un répertoire d'action vaste. La capacité de SDI à coopérer avec les autorités publiques est par exemple liée aux mobilisations de masse que le réseau peut potentiellement initier :

Nos solutions sont écoutées, parce que nous avons la masse critique. Nous ne parlons pas de dix personnes. Nous parlons d'un réseau de trois millions de personnes. Ils viennent avec des solutions, ils viennent avec de l'argent, ils viennent avec des connaissances, ils ont des solutions, et ils ont la masse critique. Ils deviennent donc des acteurs.

(NICO KEIJVER, Shack/Slum Dwellers International.)

De la même manière, la campagne « Zéro Expulsion » de l'Alliance internationale des habitants montre comment un réseau peut parvenir à articuler mobilisations sociales (pour mettre les autorités sous pression) et coopération avec les institutions : cette campagne exige « un moratoire mondial sur les expulsions, le financement de l'habitat et du logement dans le cadre d'un new deal vert pour au moins un milliard de personnes » (site web de l'AIH). Cette campagne offre un espace commun aux mouvements, dans lequel ils peuvent coordonner des mobilisations et des initiatives locales, nationales et internationales. Elle repose sur différentes approches : « un système international d'alerte » qui est mis en œuvre à chaque fois que des habitants risquent une expulsion ; des mécanismes de solidarité internationale (incluant les pétitions) ; mais aussi des propositions concrètes de collaboration avec les institutions dans le cadre de missions exploratoires ou de missions de conciliation.

Les institutions internationales elles-mêmes peuvent être à l'origine de difficultés dans le dialogue à l'échelle internationale, qui ne comprennent pas toujours les spécificités des organisations de base et des groupes d'auto-assistance. Comme l'explique Elisa Peter (UN NGLS) :

Beaucoup de mes collègues aux Nations unies ont une bonne vision de ce que sont les ONG. À leurs yeux, les ONG, et plus généralement la plupart des acteurs de la société civile, sont des organisations bien structurées, souvent bien financées, avec une structure claire, des dirigeants identifiés, etc. Il se trouve que ces organisations sont basées au Nord. Mes collègues ont plus de difficultés à comprendre ce que les mouvements sociaux et les organisations de base sont véritablement, comment ils travaillent, la manière dont ils mènent leurs actions.

Néanmoins, les convergences sont possibles :

L'une des raisons pour lesquelles les Nations unies s'engagent plus avec les mouvements sociaux, c'est qu'elles réalisent que, pour partie, ces mouvements sont plus légitimes, et plus proches des gens qu'ils représentent que les ONG classiques. Il y a beaucoup d'interrogations sur la légitimité et la représentativité des acteurs. La crainte, c'est que les ONG ne représentent pas toujours les gens qu'elles prétendent représenter. Les mouvements sociaux sont plus légitimes, dans le sens où ils sont souvent bien plus proches de leurs membres, ou des gens qu'ils représentent.

La structure des opportunités politiques n'est pas immuable. Les opportunités évoluent dans le temps – et la crainte que les ONG ne soient pas suffisamment représentatives peut ouvrir des espaces pour d'autres mouvements. À l'inverse, le « contrecoup » observé par GROOTS au sein des Nations unies (à la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années deux mille) a fermé les portes et diminué le nombre de forums et de conférences des Nations unies ouverts aux acteurs de la société civile :

La société civile participe moins qu'avant. Parce que maintenant, dans les conférences de l'ONU, tu n'as plus que trois minutes pour traiter du sujet que tu souhaites traiter... Du coup, c'est devenu difficile de traiter nos sujets dans ces forums.

(**ESTEBANCIO CASTRO DIAZ**, International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests.)

Il y a eu un énorme *backlash* (contrecoup), et un mouvement réactionnaire qui a fait des Nations unies ce qu'elles sont aujourd'hui. Dans les années quatre-vingt-dix, le mouvement de la société civile était énorme, pour définir le cadre des questions globales sur l'environnement, sur la faim, sur l'autonomisation et l'égalité des femmes, sur les questions démographiques, etc. Et nous avons été punis pour cet activisme. Ces espaces se réduisent. Les gouvernements ont transformé l'ONU en un espace pour les gouvernements. Ceux qui élaborent les politiques globales savent qu'ils ont besoin des pauvres. Ils savent qu'ils ont besoin de solutions. C'est la bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est qu'ils n'ont aucun principe de consultation, aucun principe de citoyenneté globale, pour consulter ceux qui sont les plus touchés, et qu'ils jouent tout le temps avec nous, en nous éloignant des solutions que nous promouvons.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

LES DÉFIS ORGANISATIONNELS

Dans leur structuration transnationale, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance font face à de nombreux défis organisationnels. Ils doivent notamment faire en sorte d'éviter de créer une distance trop importante entre ceux qui seront actifs dans les espaces transnationaux et le reste de leurs membres, pour préserver le principe d'action « basé sur des pairs ». De même, ils doivent parvenir à traduire concrètement leur lutte pour la visibilité dans les structures transnationales elles-mêmes : la transnationalisation débouche sur des contraintes organisationnelles, en termes de représentation, de délégation et de prise de décision.

Comment construire des entités démocratiques ?

Lorsqu'ils se structurent à l'international, les groupes d'auto-assistance et les organisations de base optent de manière quasi systématique pour des formes réticulaires plutôt que pour des formes rigides et hiérarchiques. Privilégier la forme réseau n'est pas seulement la conséquence d'une attirance collective pour l'horizontalité et la démocratie directe. Ce choix répond également à des besoins organisationnels précis : les réseaux offrent un ensemble de réponses organisationnelles pratiques en phase avec les défis propres à la transnationalisation d'une organisation. Il peut également être rapporté à l'état des espaces transnationaux eux-mêmes, dont la structure, et l'instabilité, rendrait les formes réticulaires et le fonctionnement par consensus plus efficaces. « Opérant dans l'incertitude¹¹ », les groupes seraient poussés à innover et à privilégier les formes plastiques et inclusives d'organisation.

Un réseau peut être défini comme un collectif de « liens faibles », à l'entrée duquel les acteurs ne sont pas tenus d'abandonner leurs identités, pas plus qu'ils ne doivent négocier leurs principes ou leurs valeurs. Il est bien plus nécessaire de s'accorder sur un projet commun (une campagne, la promotion d'une alternative, la défense d'un groupe spécifique, un conflit social, etc.) et de définir quelques méthodes et principes, dont les limites seront suffisamment élastiques pour inclure des participants, des cultures organisationnelles diverses.

Néanmoins, la manière dont fonctionnent les différents réseaux invités à ce séminaire reflète la variété des réponses organisationnelles que ces organisations et groupes inventent et créent au fur et à mesure.

Certains ont opté pour une structure très souple et très horizontale. WLUML n'a pour l'instant pas de membres formels, simplement des networkers - c'est-à-dire quiconque se trouve dans la boucle de communication et d'information sur les initiatives du réseau, sur ses campagnes et sur ses recherches, et qui, en retour, peut

11. Polletta, *Freedom is an Endless Meeting*, Presses Universitaires de Chicago, 2004.



partager des informations. Ce choix vise à favoriser la participation de groupes ou d'individus autonomes. Les networkers actifs sont promus par cooptation. Il s'agit des individus actifs dans les « éléments d'animation interrégionale de réseau aux côtés de WLUML sur un temps significatif ». vingt à trente d'entre eux (hommes ou femmes) forment le « conseil de mise en œuvre des programmes ». Il est adossé à un bureau international de coordination, ainsi qu'à des bureaux régionaux, qui sont autonomes légalement et financièrement. Le rôle de ces bureaux est de coordonner le travail du réseau, de préparer les réunions, et de « renforcer l'efficacité locale, régionale et globale¹² ».

Personne ne peut devenir membre de WLUML, parce que nous sommes un réseau non hiérarchique qui ne se base pas sur des membres formels. Mais chacun peut devenir networker. Être un networker signifie simplement adhérer à nos principes généraux et les appliquer au contexte d'une région, d'un pays, d'un lieu. Être un networker actif implique de s'engager activement dans les programmes et les projets, ou bien d'être en communication réciproque avec notre bureau.

(AISHA SHAHEED, Women Living Under Muslim Laws.)

D'autres organisations ont fait le choix d'une organisation plus dense et formelle :

Dès le départ, Streetnet a eu des structures. Streetnet est dirigé par un congrès international qui se réunit tous les trois ans. Toutes les organisations membres y participent et élisent un conseil de quinze membres - dont huit femmes au minimum. Ces gens sont issus de nos membres, et ils forment l'instance qui va diriger Streetnet. Chacun de nos membres a ses propres statuts, et Streetnet en a des copies, et nous communiquons avec eux via leurs structures. Donc nous ne sommes pas un réseau informel. En fait, nous sommes une fédération internationale structurée qui fonctionne comme un réseau, mais nous sommes avant tout responsables devant nos membres. Nous avons une assemblée générale tous les quatre ans. Deux personnes par organisation membre y participent s'ils en ont les moyens. Nous mettons en place une structure avec un comité de coordination, composé de représentants de chaque continent. Quand il se réunit, nous évaluons nos actions, les lions à la base et remplissons les objectifs internationaux de notre organisation. C'est donc une organisation formelle et permanente.

(PAT HORN, Streetnet.)

Mais là encore, ces organisations cherchent à rester pragmatiques : leurs choix organisationnels sont eux-mêmes plastiques et évoluent avec le temps, lorsque apparaissent des difficultés, ou de nouveaux défis :

SDI est en plein changement, passant d'un réseau informel à une coalition d'organisations des populations urbaines pauvres. Il y a des débats permanents, dans SDI, sur le degré d'institutionnalisation que requiert une agence internationale comme la nôtre. Le défi de la formalité et de l'informalité concerne chaque jour de chaque membre de notre réseau. C'est lié au fait que la majorité de nos plus de trois millions et demi de membres viennent de contextes informels. Chacun d'entre eux vient de situations dans lesquelles l'informalité est l'outil le plus efficace pour survivre dans un environnement dans lequel les pauvres sont exclus et discriminés. Mais quand on commence à travailler avec des institutions formelles, les autorités municipales, les gouvernements nationaux, ou les agences internationales, il est nécessaire d'aller vers une formalisation de la manière dont l'organisation

12. <<http://www.wluml.org>>.

est structurée. Plus on formalise, plus on risque de gâcher l'énergie, les efforts, les capacités et les potentiels qui existent dans les arrangements institutionnels informels. Et cette tension entre formalité et informalité détermine la manière dont SDI fonctionne au quotidien. Lorsqu'il est nécessaire de trancher, SDI préfère mettre l'accent sur l'informel plutôt que sur le formel.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

Chaque choix débouche sur des problèmes spécifiques. La transnationalisation est, en elle-même, un défi organisationnel, puisqu'elle peut entrer en contradiction avec les dynamiques locales :

C'est un défi d'être global d'une manière qui respecte l'intégrité du travail fait sur le terrain, et qui essaie de le relier à l'échelle internationale. De nombreuses organisations pensent que si elles ont des contacts avec des organisations internationales, ça leur donnera de la crédibilité, simplement par ce contact. On nous contacte régulièrement de manière opportuniste pour cela. Beaucoup de membres d'organisations de base qui commencent à grandir transnationalement, perdent le contact avec la base. Nous devons les aider pour éviter cela. Nous les mettons sous pression pour qu'ils rendent compte auprès de leurs organisations et de leurs membres. C'est une responsabilité, pour un réseau international.

(**PAT HORN**, Streetnet.)

L'horizontalité et ses limites

Les caractéristiques propres aux formes réticulaires d'organisation permettent de faire face à ces problèmes de manière souple mais efficace. Les formes réseaux sont généralement peu propices à la délégation. Et leur méthode de prise de décision privilégiée - le consensus - aide à la cohésion de groupes divers et vastes. Le consensus permet en effet d'inclure les groupes périphériques et marginaux, dont l'objectif est notamment de gagner en visibilité : nécessitant des négociations fréquentes, il crée les conditions de réunions régulières et intenses, et passe par la reconnaissance de l'ensemble des acteurs impliqués comme étant légitimes. L'objectif n'est en effet pas seulement l'unanimité (ou une vaste adhésion aux décisions prises) mais les discussions elles-mêmes qui précèdent inévitablement chaque décision. Ainsi, « les processus de décision permettent une plus grande tolérance des différences qui coexistent autour d'un but partagé¹³ ». C'est donc « un moyen de justifier la participation continue des membres », qui permet de faire sa place à la diversité : la recherche du consensus implique de tenir compte des positions de chaque acteur, plutôt que d'en choisir une à l'exclusion de toutes les autres. Dans son analyse des formes de démocratie directe dans les mouvements sociaux nord-américains, Francesca Polletta explique que « loin d'être en contradiction avec les demandes d'efficacité politique, les modes participatifs de prise de décision peuvent aider les militants à développer la solidarité, innover tactiquement, s'assurer d'un effet de levier dans l'opinion publique, et développer des mécanismes durables de responsabilisation politique ».

13. Polletta, *ibid.*



De nombreux groupes font part de leur attirance pour l'horizontalité, et affirment que leur mode privilégié de décision est le consensus. Mais horizontalité et consensus recouvrent en réalité de nombreuses configurations organisationnelles différentes. Dans certains cas, les groupes peuvent en rester au stade de la déclaration d'intention et ne pas parvenir à les traduire dans des dispositifs organisationnels concrets. En outre, beaucoup de groupes se réfèrent au consensus pour décrire la forme que prend la démocratie interne, alors que les décisions s'avèrent plutôt relever de compromis. Souvent, le consensus est défini de manière floue. Il pourrait alors s'appliquer à toutes les méthodes de prise de décision à l'exclusion du vote.

Les réseaux font face à deux risques opposés. L'informalité peut s'avérer être un obstacle à la mise en œuvre de dispositifs démocratiques, comme le montrent expériences et études. Si les structures de pouvoir sont cachées plutôt qu'explicitées, elles peuvent engendrer des rapports de domination. Tant que le pouvoir n'est pas reconnu, de telles inégalités ne peuvent être dépassées¹⁴. À l'inverse, les formes d'organisation horizontales peuvent pousser les groupes à « procéduraliser » à l'extrême leurs fonctionnements : les procédures peuvent en effet apparaître comme un moyen de dévoiler les relations de pouvoir et de prévenir les conflits. Elles entrent cependant souvent en contradiction avec l'importance des relations personnelles – d'où l'importance de développer « un ensemble sophistiqué d'arrangements normatifs, qui accompagnent les règles formelles; une sorte d'étiquette de la délibération » (Polletta).

Même lorsque les décisions sont prises par consensus, la démocratie est un défi : le consensus donne plus d'importance à l'opposition (à une proposition) qu'à l'adhésion. Ainsi, des groupes minoritaires peuvent gagner en importance bien plus que d'autres : tant qu'ils s'opposent à une décision, celle-ci doit être amendée.

Enfin, informalité et horizontalité peuvent provoquer une dilution du message que porte le groupe, et finir par mettre à mal sa cohésion – un risque dont certains groupes ont fait l'expérience :

Puisque nous sommes un réseau sans appartenance, nous sommes confrontés à la question : « Qui peut parler en notre nom? » Nous n'avons pas de porte-paroles désignés, pas de membres désignés. Nous devons donc garantir la consistance de notre message.

(AISHA SHAHEED, Women Living Under Muslim Laws.)

À l'inverse, d'autres peuvent préférer aller vers plus d'informalité, et brouiller les différences entre qui est membre et qui ne l'est pas :

SDI est en train de passer d'une organisation basée sur l'appartenance (dans laquelle il est nécessaire, pour être membre, de participer à un projet d'épargne) à un réseau plus large. Ça ne doit pas être simplement la fédération des projets d'épargne. Nous devons en faire une activité à l'échelle du quartier, pour que nous puissions impliquer tout le monde, pas seulement les habitants du bidonville. Nous sommes en train d'aller vers une approche à l'échelle du quartier, de la ville, pour impliquer des gens qui ne sont pas membres. Nous nous battons pour les pauvres des villes, donc tous ceux qui sont dans cette catégorie devraient être membre.

(DAVIOUS MUVINDI, Shack/Slum Dwellers International.)

14. Par exemple les inégalités de genre à l'intérieur d'une organisation. Voir Freeman, *The Tyranny of structurelessness*.

Interculturalité et diversité

Pour faire face à ces défis organisationnels, les groupes choisissent de se rassembler autour d'un ensemble de valeurs partagées et larges, qu'ils peuvent décider d'inscrire dans une charte :

Les organisations membres de SDI partagent un ensemble de méthodologies communes, ou de pratiques, que nous préférons appeler rituels. Chaque membre de SDI, à l'échelle de la ville, à l'échelle nationale ou internationale est une personne impliquée dans l'épargne quotidienne d'une petite somme d'argent. C'est à travers cette épargne que SDI crée une stratégie commune pour monétiser le capital politique des populations urbaines pauvres.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

Les membres de GROOTS insistent sur le fait que « la dynamique est basée sur des valeurs ». Ce choix est un moyen de faire face au défi de la diversité et aux problèmes de compréhension ou aux désaccords culturels qu'engendre la transnationalisation des organisations de base et des groupes d'auto-assistance.

Pendant un long moment, au cours de la première époque de GROOTS, c'était très difficile de faire en sorte que les gens s'écourent. Les Asiatiques ne comprenaient pas ce que faisaient les Latino-Américains; la plupart des gens ne comprenaient pas ce que les Africains disaient au début des années quatre-vingt-dix à propos des marchés, etc. Il y a de nombreuses différences dans la manière dont les gens dirigent leurs organisations qui créent de temps en temps des tensions. Bien sûr, certains groupes se sont organisés avec la religion comme valeur centrale. Pour les groupes qui ne l'ont pas fait, ça a créé des tensions, par exemple entre chrétiens et non chrétiens.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Il y a la question du genre. Elle est déterminée par notre culture, et diffère d'un pays à l'autre. Ce qui pourrait être une question de genre en Ouganda peut ne pas en être une en Chine. Et donc cela peut déboucher sur la naissance de malentendus et de conflits à l'intérieur de notre organisation.

(**MARGARET NAKATO**, World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers.)

Chaque organisation tente de trouver des réponses organisationnelles à la diversité : elles se structurent autour d'objectifs suffisamment larges pour qu'ils soient inclusifs, plutôt que de laisser de côté les groupes qui ne se retrouveraient pas dans des objectifs trop précis.

Nous parvenons à rester unis en tant que réseau et à rompre avec l'isolement en ayant des objectifs communs très larges : égalité entre genres, justice sociale, antimilitarisation, etc. Mais la manière dont nous allons les atteindre sera très différente, selon le contexte dans lequel vivent nos membres, les cultures dont ils sont issus, les systèmes juridiques auxquels ils font face, etc.

(**AISHA SHAHEED**, Women Living Under Muslim Laws.)

D'autres définissent clairement le cadre de ce qu'ils vont traiter dans le réseau, et, par conséquent, ce dont ils ne discuteront pas :



Nous avons des sujets évidents, qui reviennent régulièrement, sur lesquels nous ne pouvons tomber d'accord. Beaucoup d'entre eux relèvent de ce que j'appellerais des valeurs sociales, ou d'autres formes de valeurs politiques. Dans GROOTS, nous ne prenons pas position sur l'avortement, nous ne prenons pas position sur la contraception, nous ne prenons pas position sur les luttes sociales de gauche ou centristes, parce que ce n'est pas pour nous occuper de cela que nous nous sommes réunies dans GROOTS. Et nous avons des méthodes pour nous accorder pour distinguer les questions sur lesquelles nous ne pouvons être d'accord. Nous scellons des accords de principe sur la manière dont nous allons travailler ensemble. Le consensus et les valeurs sont basés sur des méthodes organisationnelles. Nous travaillons ensemble sur les questions à propos desquelles nous sommes d'accord pour travailler. Mais il n'est pas question de prétendre être une entité ou un espace global unifié à tout prix. Ce n'est pas toujours facile, c'est un travail très difficile.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Être membre de GROOTS signifie être d'accord pour s'engager de ce genre de relations, dans des coopérations transnationales, transrégionales. Nous essayons de nous permettre d'exprimer nos identités d'une manière qui fasse sens dans nos propres milieux. Au cours de nos réunions, les femmes discutent concrètement et fêtent ce dont elles sont fières dans leurs parcours et dans leurs identités, elles discutent des manières dont elles veulent coopérer par-delà les frontières, les castes ou les religions. Nous passons beaucoup de temps à parler de nos cultures, nous chantons beaucoup dans nos réunions. Nous parlons des histoires de nos vies, pour que nous nous souvenions que nous sommes différentes et que nous pouvons faire face à notre diversité. Et à la fin de la journée, ce qui nous rassemble ce sont nos projets communs, ce que nous faisons ensemble et que nous ne pourrions faire seules.

(**ESTHER MUIRU**, GROOTS.)

Prendre en compte la diversité linguistique

Dans de tels réseaux, la diversité se pose notamment autour des questions linguistiques :

Les langues posent un vrai problème. Nous ne pouvons pas trouver des ressources pour traiter avec les Français. Ça peut donc nous prendre très longtemps pour obtenir des réponses, pour parvenir à prendre des décisions.

(**ESTEBANCIO CASTRO DIAZ**, International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests.)

Lorsque nous allons dans des réunions, lorsque nous allons dans des séminaires, nous faisons systématiquement face à la barrière de la langue. Nous travaillons beaucoup pour la dépasser. Heureusement pour nous, les francophones ont souvent une meilleure maîtrise de l'anglais que nous du français

(**PAT MATEMILOLA**, NEPWHAN.)

Néanmoins, la capacité qu'ont les réseaux transnationaux à intégrer des acteurs aux compétences et profils très divers peut permettre de trouver des réponses innovantes à un tel défi, comme l'illustre l'exemple de l'Alliance internationale des habitants :

L'une des questions les plus importantes qui s'est posée, lorsque notre réseau a grandi, c'était de trouver des manières de faire face à la diversité linguistique, en tant que réseau. Nous avons créé un réseau d'interprètes, qui sont d'accord pour s'engager dans le domaine du droit au logement. Nous avons maintenant plus de cinq cents interprètes, qui travaillent tous comme bénévoles avec nous. Ils nous aident dans nos débats et nos échanges, ainsi que pour notre communication extérieure. En fait, ils constituent un outil très efficace pour porter la voix des habitants eux-mêmes. Nous couvrons plus de quarante langues. Les langues courantes, bien sûr, mais aussi, au-delà, des langues indigènes. Nous avons un budget de 34 000 euros pour ça. L'année dernière, nous avons traduit plus de 690 000 mots, ce qui fait moins de cinq centimes par mot.

(**CESARE OTTOLINI**, Alliance internationale des habitants.)

LA RELATION AUX BAILLEURS DE FONDS

Dans leur transnationalisation, les organisations de base et les groupes d'auto-assistance se trouvent confrontés à la question, cruciale, de leur financement. Tous les groupes rendent compte de leurs difficultés à trouver des ressources suffisantes pour pouvoir pénétrer les espaces transnationaux et y agir de manière efficace. Il leur est notamment difficile de parvenir à ce que les bailleurs de fonds reconnaissent leurs spécificités.

À chaque fois, c'est une lutte. Nous luttons pour gagner un peu de place... Rares sont les partenaires qui sont prêts à prendre des risques avec nous, à nous soutenir, à nous aider dans nos activités et nos programmes. Dans de nombreux forums, les gens parlent du VIH, des représentants officiels parlent de ces problèmes, mais quand on en vient à la distribution des moyens financiers, c'est toujours le même scénario. Nous avons appris, par notre expérience que la majeure partie de notre travail, c'est du volontariat.

(**LILLIAN MWOREKO**, International Community of Women with HIV and AIDS.)

C'est vrai que lorsque tu te transnationalises, tu as besoin de plus d'argent. C'est difficile de suivre tous les processus qui ont des conséquences sur nos vies. Nous devons traiter avec le PNUD, avec la Banque mondiale, avec l'OMC. Mais aucun d'entre eux ne nous donne de l'argent...

(**ESTEBANCIO CASTRO DIAZ**, International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests.)

Nous permettre de nous organiser pour faire partie de la solution, ce n'est pas quelque chose que tout le monde soutient. Nous sommes en concurrence pour trouver des ressources comme les autres, souvent sans avoir les compétences ou les diplômes pour participer efficacement à cette lutte. Nous devons développer notre capacité à être efficace dans cette lutte, dans différentes arènes, à différentes échelles. Et nous avons également besoin que les bailleurs de fonds soient prêts à soutenir le développement des capacités dont nous avons besoin.

(**GCEBILE NDLOVU**, International Community of Women living with HIV/AIDS.)

Les organisations de base et groupes d'auto-assistance font donc face à deux défis supplémentaires : mettre les bailleurs de fonds devant leurs responsabilités ; et, d'autre part, remettre en question leur responsabilité et leurs critères d'évaluation, le tout sans risquer d'être ignorés d'eux par la suite.



La différences entre une ONG et un bailleur de fonds sont en train de s'estomper. Il y a eu une grosse évolution. Et cette évolution a peut-être rendu les choses plus confuses qu'elle ne les a clarifiées.

(**SANDRA SCHILEN**, GROOTS.)

Nous avons refusé de l'argent de certains bailleurs de fonds. Nous n'avions que trois employés, mais avons déjà un réseau bien développé. Des bailleurs sont venus nous voir, et nous ont proposé un véhicule, et ont dit qu'à partir de maintenant, ils pourraient nous aider à nous développer. Mais nous avons refusé. Nous voulions développer notre propre espace, le faire à notre manière. Ça nous éloigne, et ça nous empêche de formaliser nos relations avec notre base, ça nous empêche de développer nos capacités, et ça nous éloigne du travail que nous faisons.

(**ESTHER MUIRU**, GROOTS.)

Nous avons beaucoup appris de nos partenaires, ainsi qu'en demandant de l'aide aux institutions bilatérales et multilatérales. Certains de nos donateurs nous ont demandé de travailler comme d'autres ONG, d'avoir des projets d'éducation auprès de la communauté... et à chaque fois, nous devons leur répondre : « Mais nous sommes la communauté, nous ne sommes pas de l'extérieur. »

(**PAT MATEMILOLA**, NEPWAN.)

Nous sommes très clairs avec les bailleurs de fonds. Nous leur disons que SDI est une fédération bizarre. Comment peuvent-ils attendre de nous un plan triennal quand les habitants des bidonvilles font face à un harcèlement quotidien? En plus, beaucoup des membres de SDI ne sont pas en mesure de prendre en charge leur propre autonomie. C'est un vrai défi. Et c'est l'un des éléments qui a poussé les habitants des bidonvilles à s'organiser au niveau mondial. Nous essayons de changer l'industrie du développement dans la manière dont elle travaille. Dans une organisation de donateurs, il y a des procédures très strictes pour qu'un projet soit retenu. Nous essayons d'amener nos propres indicateurs de succès, et faisons le choix de nous propager à notre manière.

(**JOEL BOLNICK**, Shack/Slum Dwellers International.)

Les ressources sont en quantités limitées, et il y a beaucoup d'acteurs sur le terrain qui essaient d'avoir leur part de ce qui est disponible. Parfois, nous devons longuement discuter, d'autres fois, certains reçoivent plus que ce qu'ils demandent.

(**LILLIAN MWOREKO**, International Community of Women living with HIV/AIDS.)

CONCLUSION

La diversité organisationnelle que ce document met en avant ne reflète pas l'ensemble des formes d'association que les organisations de base et les groupes d'auto-assistance ont créé ou adopté – et qu'ils continuent à inventer. Il est cependant possible de dégager quelques traits communs, décisifs pour comprendre ce que sont ces organisations, comment ils travaillent et ce qu'ils portent.

L'autonomie, la formation, les échanges horizontaux, la recherche de visibilité, le pragmatisme politique et la plasticité font partie de leurs objectifs et modes d'action communs. Aucun de ces groupes ne restreint son action à la seule prestation de services (par des pairs). Au contraire : ils entendent combattre l'isolement social et politique ; se libérer des barrières que constituent la stigmatisation et l'invisibilité ; et promouvoir leurs perspectives et leurs réponses. Pour le dire autrement : ils ne se contentent pas d'exiger d'être reconnus comme des citoyens à part entière puis d'attendre que les institutions changent. Ils créent des espaces dans lesquels ils s'engagent comme citoyens, énoncent les injustices, construisent leurs revendications, définissent leur agenda dans l'élaboration des politiques, sensibilisent les opinions publiques à leurs causes, promeuvent des solutions à leurs problèmes, etc.

Ces groupes sont relativement jeunes, du moins en comparaison à d'autres acteurs, comme les syndicats et les ONG, dont certains furent créés au XIX^e siècle. De ce fait, comprendre leurs fonctionnements, et la manière dont ils trouvent leur cohésion est un bon moyen de mieux saisir ce qu'est la globalisation. De fait, quand bien même ces groupes rassemblent des individus qui peuvent être considérés comme des « victimes » de la globalisation, ils ne subissent pas cette dernière. Ils la coproduisent, aux côtés des multinationales, des villes globales, des diasporas, des marchés financiers, des institutions internationales, etc.¹⁵

La globalisation est un processus dense, et pluridimensionnel. Elle ne se caractérise pas tant par la substitution d'une hiérarchie d'échelles à une autre (d'une hiérarchie centrée sur les États-Nations à une échelle centrée sur les espaces globaux), que par leur multiplication et la coexistence de différentes hiérarchies. Être ancré localement (*grassrooted*) n'empêche pas de faire partie de la « société civile globale », des mécanismes transnationaux de régulation, et, plus généralement, de contribuer à la « globalisation » elle-même. Bien au contraire : les organisations de base et les réseaux d'auto-assistance peuvent être appréhendés comme autant de « localisations », comme des « dimensions » du global. La globalisation n'est, en effet, pas uniquement constituée (ou n'est pas uniquement le produit) d'événements globaux, des interdépendances ou du

15. Beaucoup des idées de ce paragraphe et des suivants sont empruntés à l'ouvrage de Saskia Sassen, *La Globalisation, une sociologie*, paru en 2009. Cette citation et les suivantes en sont extraites.



réchauffement climatique. Des « micro-événements locaux » contribuent à lui donner forme. GROOTS Kenya, une déclinaison ougandaise de SDI, des militants zimbabwéens de ICW, des membres algériens du réseau WLUML sont des acteurs de la globalisation bien davantage que ses victimes muettes. Ils sont autant de « formes spécifiques de la globalité » : les contacts internationaux et le réseau de solidarité qu'ils construisent, les imaginaires qu'ils produisent et mettent en mouvement façonnent le global tout autant que ne le font les actionnaires d'une multinationale nord-américaine.

Au cours des deux dernières décennies, de nombreux militants se sont engagés dans une dynamique d'innovations formelles. Ils ont expérimenté de nouvelles formes d'associations, qu'il s'agisse de réseaux transnationaux d'organisations de base, de forums sociaux, d'alliance citoyennes, etc. Ils se sont servis des nouvelles technologies comme un levier pour construire du commun à partir de la discontinuité des contextes dans lesquels ils évoluent.

Parmi ces innovations, les réseaux d'organisations de base et de groupes d'auto-assistance offrent des formes complexes mais fluides de reconnaissance et de coopération. Elles ne nécessitent pas nécessairement d'interactions physiques, pas plus qu'une bonne distribution et répartition des contacts. Elles contribuent en revanche à créer le cadre d'un engagement collectif et démocratique renouvelé.

Les sciences sociales restent très largement ancrées dans les hiérarchies d'échelles centrées sur les États nations. Changer de perspective n'est pas aisé. Aussi, poursuivre les échanges sur les expériences que font les militants et organisations de base de la globalité, y compris dans ses dimensions les plus locales, est un défi central. Ces mouvements ne nous renseignent en effet pas sur leurs seules causes, revendications ou exigences. Ils nous permettent aussi de mieux saisir certains aspects de la globalité, dont ils sont l'un des vecteurs.

Nul ne pourra cependant parvenir à développer une connaissance compréhensive des spécificités de ces organisations sans tenir compte de la relation complexe – et, parfois conflictuelle – entre ces groupes, les donateurs, les bailleurs de fonds et les ONG. Il semble ainsi indispensable de créer des espaces de dialogue (y compris conflictuel) et d'établir des ensembles partagés de critères pour le financement (et pour responsabiliser les bailleurs de fonds). La crise économique et financière, qui entraîne une baisse drastique des fonds versés ne fait que rendre cette tâche plus urgente.

ANNEXES

59 L'ÉMERGENCE DES RÉSEAUX GLOBAUX QUE SIGNIFIE « SE GLOBALISER » ? par JAN AART SCHOLTE

63 GLOBAL, LOCAL, OU « GLOCAL » ? DÉFIS ET DILEMMES DE LA STRUCTURATION TRANSNATIONALE DES RÉSEAUX par DOMINIQUE CAOUILLE

- 64 L'écologie de l'activisme transnational
- 66 Les dilemmes et les défis cruciaux de la structuration de réseaux transnationaux
- 69 Conclusion

73 LES RÉSEAUX D'AUTO-ASSISTANCE ET LES INSTITUTIONS DU SYSTÈME MULTILATÉRAL par ÉLISA PETER

- 73 Les Nations unies et leurs interlocuteurs non-étatiques
- 74 Pourquoi s'en préoccuper ?
Les bénéfices potentiels de la collaboration entre l'ONU
et les réseaux d'auto-assistance
- 75 Les entraves à un engagement plus poussé des réseaux d'auto-assistance à l'ONU
- 76 Les principes de base pour la collaboration
- 77 En guise de conclusion

79 ONG INTERNATIONALES ET RÉSEAUX D'AUTO-ASSISTANCE DE LA CRITIQUE À LA COMPLÉMENTARITÉ ? par GEOFFREY PLEYERS

- 80 Les critiques des ONG
- 82 S'affirmer comme acteurs autonomes
- 84 Vers une relation plus mature ?
- 86 Conclusion
- 86 Bibliographie

89 NETWORK ACTION PLAN par MARTY KEARNS ET KAREN SHOWALTER

L'ÉMERGENCE DES RÉSEAUX GLOBAUX QUE SIGNIFIE « SE GLOBALISER » ?

par JAN AART SCHOLTE¹

Lorsqu'ils parlent de globalisation, nombreux sont ceux qui se réfèrent à des « niveaux », et évoquent le niveau local, le niveau national, le niveau international, etc. « Niveaux » laisse entendre que le local, le national et l'international sont des espaces séparés. Il y aurait un espace local, un espace national et un espace global. Chacun d'entre eux serait séparé des autres. « Niveaux » suggère également l'existence d'une certaine hiérarchie entre ces espaces séparés, qui partirait d'en bas. Plus on grossirait et se renforcerait, plus on monterait vers le global.

Mais ces espaces ne sont pas séparés. Ils se recoupent au contraire largement, et sont non hiérarchiques. Aucun espace n'est plus important, meilleur ou plus petit que les autres.

Je préfère donc parler d'échelles et d'espaces. Ces deux termes en disent plus sur l'ampleur et l'étendue que recouvre le travail des diverses organisations, sans instaurer de hiérarchie. « Échelles » et « espaces » laissent également ouverte la possibilité que le local, le national et le global se recoupent. Chacun peut être dans un espace qui est à la fois, et en même temps, local, national et global.

Il y a d'autres problèmes linguistiques. Souvent, nous employons indifféremment « international », « transnational » et « global », comme s'il s'agissait des mêmes choses, comme si ces termes décrivaient les mêmes processus ou les mêmes dynamiques. Mais ça n'est pas le cas.

« International » décrit ce qui se passe entre des unités liées aux États-nations. Ce terme induit l'idée que ces unités (un groupe au Kenya, un autre groupe en Afrique du Sud, et un groupe au Canada, par exemple) sont des unités séparées. « Transnational » se réfère à ce qui se passe « par-delà » : il s'agit d'une organisation « par-delà » les frontières des espaces de l'État-nation. Que l'on emploie « international » ou « transnational », le national reste le point d'ancrage. Si nous voulons sortir de la pensée centrée sur l'État, nous devons utiliser des termes qui ne le sont pas. C'est ici qu'intervient « global ». Mais c'est ici également qu'intervient « régional ». De fait, tous les espaces ne dépendent pas du national. Bien sûr, ils interagissent avec le national.

1. Université de Warwick, Royaume-Uni. Il s'agit d'une transcription puis d'une traduction de l'intervention de Jan Aart Scholte lors de ce séminaire, par Nicolas Haeringer.



Mais ils ont, dans le même temps, leur propre réalité, et ils interagissent également avec les autres échelles. Le régional est souvent négligé, quand bien même l'époque que nous vivons est autant une époque de régionalisation que de globalisation.

Il est également nécessaire d'introduire une autre dimension, entre le local et le national. Dans de nombreux pays, penser uniquement en termes d'activités de la société civile nationale et d'actions locales revient à passer à côté d'une bonne part de l'organisation de la société civile – c'est ce que font souvent la Banque mondiale ou le FMI, parmi d'autres. Il est primordial de reconnaître le rôle du « provincial² » : nous avons donc le « régional » entre le national et le global ; ainsi que le « provincial », entre le local et le national.

Tous ces espaces se croisent et se recouvrent les uns les autres. Aucune organisation ne travaille « localement » le premier jour, « nationalement » le lendemain, pour consacrer son vendredi au « global ». Tout est lié, et les organisations font constamment l'expérience de la « transcalarité » : elles se meuvent constamment à travers les espaces d'activités.

Les organisations ne sont pas que globales en fonction de la manière dont elles organisent leurs activités, mais à de nombreux égards. En effet, les organisations de la société civile contemporaine sont contraintes d'être globales : l'espace global n'a pas de clôture devant laquelle elles attendraient le moment propice pour y pénétrer. Dès qu'elles initient leurs activités, elles sont globales : le travail quotidien des organisations de la société civile comprend de nombreux éléments globaux, y compris lorsque ces organisations sont relativement immobiles. Elles font face à des problèmes d'ampleur globale dont les causes sont, au moins partiellement, globales.

Tous les problèmes auxquels les organisations de base font face sont globaux, en ce qu'ils ont une ampleur globale : des caractéristiques, des valeurs, des pratiques, des réalités, des situations que l'on retrouve partout dans le monde, sous une forme ou une autre, qu'il s'agisse du logement, du VIH et du SIDA, des peuples indigènes, des questions environnementales, etc. Les problèmes sont globaux dans le sens où ils concernent le monde entier.

En outre, les organisations utilisent les infrastructures globales de communication et de globalisation, dès leur origine. Elles peuvent également entrer dans les arènes globales pour y trouver des ressources : de l'argent, leur staff, leurs équipements, leurs compétences, etc. Les groupes de base s'appuient de surcroît sur des solidarités et des identités globales. Une part de leur être, de leur appartenance et de leur devenir est, effectivement, globale. De ce fait, tout mouvement social et toute organisation de la société civile est global. On retrouve des séropositifs et des malades du SIDA dans le monde entier. De la même manière, les peuples indigènes ont construit une identité et des formes de solidarité planétaires, qui ne sont pas uniquement liées aux territoires qu'ils habitent.

2. En anglais, « régional » désigne un espace situé au-delà des États (des espaces supranationaux), et non « en-deçà », d'où la distinction entre « régional » et « provincial ».

Il est possible que les membres de ces organisations ne se définissent pas comme des « citoyens globaux ». Mais ils le deviennent, en revendiquant des droits, en exerçant leurs devoirs, puisque ces droits et ces devoirs ne sont pas uniquement liés à un État-nation. Ils font également face à des règles d'échelle globale, et aux institutions chargées de les mettre en œuvre.

Certains éléments globaux peuvent pousser les groupes à aller plus loin dans leur globalisation. Les effets d'entraînement des infrastructures globales de communication peuvent pousser les groupes à se globaliser. Internet pousse les organisations à se structurer au niveau global, afin qu'elles puissent y saisir les opportunités qu'ouvrent ces techniques. En se globalisant, les organisations de base peuvent toucher plus d'acteurs, et ainsi se renforcer – elles peuvent également bénéficier de ce que les économistes appellent des « économies d'échelles ». Ces dynamiques permettent en outre aux organisations de partager leur expérience avec d'autres. Parfois, les bailleurs de fonds encouragent les organisations qu'ils soutiennent à se globaliser.

Mais ces explications sont circonstanciées. Dès lors qu'une organisation reconnaît que les problèmes auxquels elle fait face sont globaux, elle se structurera d'une manière qui corresponde à ces défis, pour les aborder de manière adéquate. De nombreux problèmes que traitent ces organisations sont causés par la globalisation du capitalisme. De nombreuses règles, de nombreuses normes, de nombreux standards et de nombreuses régulations, qui affectent profondément ce que nous faisons ou ce dont nous faisons l'expérience, proviennent des institutions et des espaces globaux. Si les organisations de base refusaient de s'organiser globalement, elles ne pourraient pas prendre aisément en charge ces questions.

GLOBAL, LOCAL, OU « GLOCAL » ? DÉFIS ET DILEMMES DE LA STRUCTURATION TRANSNATIONALE DES RÉSEAUX

par DOMINIQUE CAOUCETTE³

L'action collective transnationale, qui apparaît le plus souvent sous la forme d'événements discrets ou de mobilisations de masse contre des institutions internationales ou des sommets officiels spécifiques, englobe des expressions toujours plus éclectiques. Celles-ci comprennent notamment les mouvements sociaux globaux, les fédérations d'ONG et les réseaux internationaux souples et flexibles⁴. Le militantisme transnational peut être décrit comme étant les mouvements sociaux et les autres organisations de la société civile ainsi que les individus qui opèrent par-delà les frontières des États⁵.

Les réseaux transnationaux contemporains pourraient résister à la globalisation de la production et de la finance et à leurs déclinaisons, offriraient des solutions et des mécanismes alternatives (le commerce équitable, des codes de conduite pour les entreprises, l'agriculture biologique, la sauvegarde et l'échange des semences, etc.) ou permettraient aux groupes exclus ou marginalisés de se relier pour joindre leurs forces. Ces initiatives transnationales et les multiples modes d'actions sont influencés par l'avènement des technologies de communication et la circulation culturelle d'ampleur globale qui lui est liée⁶.

3. Université de Montréal, Canada ; traduction de l'anglais par Nicolas Haeringer.

4. Certaines des idées ici présentées sont développées dans Caouette et Turner, *Agrarian Angst and Rural Resistance in Contemporary Southeast Asia*, London, Routledge, 2009.

5. Voir Piper, Nicola et Anders Uhlin, *Transnational Activism in Asia : Problems of Power and Democracy*, Londres, Routledge, p. 4-5. Ces mêmes auteurs définissent le militantisme comme les « activités politiques qui 1) sont basées sur un conflit d'intérêt et sont donc de nature contentieuse ; 2) contestent ou soutiennent des structures de pouvoir ; 3) impliquent des acteurs non-étatiques ; 4) prennent place (au moins partiellement) hors des arènes politiques formelles » (p. 4, traduction personnelle). Utilisant le travail de Thomas Risse-Kappen, ils définissent le *transnational* comme les « interactions par-delà les frontières des états qui impliquent au moins un acteur non-étatique » (p. 5, traduction personnelle). Voir Risse-Kappen, *Bringing Transnational Relations Back in : Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Presses Universitaires de Cambridge, 1995. Cette définition a été reprise par deux spécialistes des mouvements sociaux, Della Porta et Tarrow, qui se réfèrent à « l'action collective transnationale » comme étant « les campagnes internationales coordonnées de la part de réseaux internationaux contre des acteurs internationaux, d'autres États, ou des institutions internationales », p. 7 de Della Porta, Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield (traduction personnelle).

6. Voir Amoore, « Introduction : global resistance - global policies » dans *The Global Resistance Reader*, dirigé par Amoore, Oxon, Routledge, 2005, p. 1-11 ; et Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay In Method », p. 35-47 du même ouvrage ; Gill, « Theorizing the Interregnum: The Double Movement and Global Politics in the 1990s » , p. 54-64 du même ouvrage.



Les individus impliqués dans des initiatives et des réseaux globaux travaillent rarement uniquement à l'échelle globale. Au contraire, ils tendent à être « ancrés (*rooted*) à l'échelle locale et à l'échelle nationale » et à s'engager simultanément face aux différentes échelles d'institutions gouvernementales⁷. De manière plus significative, les acteurs des réseaux transnationaux sont capables de construire des liens et des formes de coalitions entre des acteurs de types différentes, qui opèrent à des échelles différentes (locale, nationale, régionale, internationale) et font face à des contextes politiques divers, qui offrent chacun une gamme différente d'opportunités politiques.

Dans les pages qui suivent, j'examine la manière dont la construction de réseaux transnationaux constitue une forme de réponse aux processus socio-économiques et politiques généralement associés à la globalisation. Ce faisant, je suggère que les réseaux transnationaux offrent des opportunités de transformation sociale et sont devenus un mode opératoire de plus en plus importants des organisations pour la justice sociale ; en même temps qu'ils créent un ensemble de dilemmes sur lesquels il est nécessaire de se pencher. Construire une compréhension éclairée des implications et des potentiels des réseaux globaux, en relation avec le large ensemble d'efforts et d'initiatives en faveur de la transformation sociale, peut permettre de parvenir à rendre le militantisme local et le militantisme national plus complémentaires, et ainsi influencer sur les processus politiques.

Une telle réflexion est opportune, étant donné que les acteurs comme les analystes sont souvent confrontés à des questions concrètes et complexes, qu'il s'agisse de définir des priorités, de savoir à quel type d'activités et à quelle échelle (locale, régionale ou nationale) accorder le plus d'attention, ou encore de savoir comment s'assurer d'une bonne intégration de ces différentes échelles ou de ces différents efforts. Ceci est particulièrement vrai pour les organisations internationales de développement qui se trouvent de plus en plus régulièrement impliquées dans le soutien aux réseaux de ce type, en complément des travaux plus localement ancrés qu'effectuent les organisations communautaires locales et les ONG.

L'écologie de l'activisme transnational

À l'instar des autres phénomènes globaux, le militantisme transnational et la construction de réseaux internationaux contemporains sont contingents à un contexte spécifique auquel ils sont ancrés. Ces éléments de contextes requièrent notre attention, en ce qu'ils constituent des variables importantes pour comprendre les contours spécifiques des réseaux transnationaux. Nous pouvons, pour l'heure, dégager au moins quatre éléments :

- Des sociétés, des langues et des cultures hétérogènes, sur fond d'accès inégal aux technologies de communication : Le premier élément à prendre en compte est l'hétérogénéité des contextes politiques, culturels et démographiques dans lesquels la construction de réseaux prend place. Une telle diversité constitue à la fois une ressource et un défi pour l'action collective transnationale.

7. Voir l'ouvrage de Della Porta et Tarrow déjà cité.

La capacité des organisations et des réseaux à comprendre et à enrichir leur praxis d'une telle diversité apparaît comme un facteur central pour garantir que le militantisme transnational devienne une composante importante, en même temps qu'un moyen complémentaire, pour influencer sur la transformation sociale. L'accessibilité croissante et bon marché à Internet et aux nouvelles technologies de communication, la diffusion croissante de la maîtrise d'une langue commune (le plus souvent l'anglais), et les possibilités de voyages à bon marché ont fait que la construction de réseaux transnationaux est désormais de plus en plus accessible aux organisations de base.

- La fragilité et les limites de l'espace démocratique : les différences sont importantes dans la nature et le degré de l'espace démocratique entre chaque État. Dans certains cas, « l'espace démocratique » est extrêmement limité, les opportunités politiques domestiques pour les organisations nationales sont restreintes. Dans de tels contextes, la construction de réseaux transnationaux peut s'avérer être un mode de lutte important, comme l'ont, entre autres, souligné Keck et Sikkink dans leur analyse des luttes pour les droits humains en Amérique latine⁸. La structuration transnationale peut parfois être utilisée comme une alternative à l'organisation locale ou nationale, dans les cas où l'espace politique domestique est restreint et limité. Dans le même temps, ce type de structuration peut être perçu comme une diversion aux questions locales et nationales qui poussent à l'élargissement de l'espace démocratique. Il est important de vérifier si et comment les réseaux sociaux transnationaux interagissent avec ces tentatives de mobilisations domestiques de base (*grassroots*) et si elles contribuent irréfutablement à l'ouverture et à l'élargissement de l'espace démocratique.
- Les inégalités dans la structuration de la société civile : dès lors que l'on veut évaluer les potentiels et les possibilités de l'émergence des réseaux transnationaux, il est nécessaire de prendre en compte l'absence de nivellement (*unevenness*) dans l'organisation de la société civile et dans ses expériences. La densité, les propriétés et les attributs des mouvements sociaux, des réseaux d'auto-assistance et des ONG varient de manière importante d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre. Dans le même temps, l'existence de réseaux tels que Focus on the Global South ou le Third World Network, qui jouent un rôle crucial en fournissant des analyses et des perspectives régionales ou nationales à des mouvements sociaux et des réseaux dotés de faibles ressources, améliorent et renforcent la qualité du plaidoyer politique.
- L'importance du secteur rural : une part importante mais variable de la population de la plupart des pays du Sud vit et travaille dans des espaces ruraux. C'est dans ces zones que la pauvreté et l'exploitation sont les plus flagrantes et les plus répandues. Ce fait appelle un examen critique spécifique de la manière dont les questions rurales – telles que la réforme agraire, l'occupation des terres, le droit à l'alimentation, le contrôle par les peuples des semences et des ressources génétiques, le commerce équitable, l'agriculture biologique, etc. – peuvent être

8. Voir Keck et Sikkink, déjà cité, ainsi que Brysk et Alison, *Globalization and Human Rights*, Berkeley, Presses Universitaires de Californie, 2002 ; et Risse, Thomas, Ropp et Sikkink, *The Power of Human Rights : International Norms and Domestic Change*, Presses Universitaires de Cambridge, 1999.



portées par des réseaux transnationaux. Pour les organisations rurales de base, déterminer quelle serait la valeur ajoutée aux luttes locales d'une implication dans un réseau rural transnational, ainsi que garantir leur participation à ses réseaux, sont des questions centrales⁹.

Les caractéristiques présentées ci-dessus de ce que j'appelle « l'écologie » des réseaux transnationaux n'épuisent pas la totalité des points communs ou des différences qui existent. Elles ont plus pour objectif d'être une première tentative d'identifier quelques unes des caractéristiques qui définissent le contexte dans lequel se déroule l'action collective transnationale¹⁰.

Les dilemmes et les défis cruciaux de la structuration de réseaux transnationaux

Bien que l'action transnationale en réseau offre de nombreux avantages et potentiels pour l'action de transformation, elle s'accompagne de son propre ensemble de dilemmes. Les paragraphes suivants y sont consacrés. Cette liste ne prétend pas être exhaustive, mais ambitionne d'identifier les dilemmes les plus importants.

- La répartition des ressources : soutenir les mouvements sociaux transnationaux, les ONG internationales ou les réseaux de militants, signifie que les bailleurs de fonds font des choix en termes de répartition des ressources. Ces choix impliquent au moins deux types de considérations. La première est de s'assurer de la cohérence dans les choix faits et de l'existence de complémentarités entre les différentes échelles d'interventions. Dans l'idéal, les réseaux transnationaux devraient donner un écho et amplifier les actions aux échelles locales et nationales. Dans certains cas, lorsque les canaux locaux et nationaux de transformation sociale et politique sont obstrués (on pourrait par exemple penser à la Birmanie), l'action transnationale (les interventions transfrontalières) peut devenir un axe de travail privilégié. La seconde considération est d'éviter les situations où des ressources limitées sont allouées de manière substantielle à des événements transnationaux comme le Forum social ou d'autres rassemblements internationaux, ce qui revient à amoindrir le soutien aux programmes des organisations de base.
- Les processus démocratiques et la « *voice* » : un deuxième ensemble de considérations est lié au fonctionnement du militantisme transnational. Les questions de participation démocratique et de « *voice* » sont au cœur des formes d'actions transnationales durables, comme elles le sont pour les formes locales et nationales d'organisation. Comment les décisions sont-elles prises ? Qui parle au nom de qui ? Ce ne sont pas des questions auxquelles on se confronte aisément lorsqu'il est question de formes d'organisations souples, de contextes nationaux,

9. Voir Desmarais, Annette, *The WTOO Will Meet Somewhere, Sometime, And We Will Be There*, préparé pour VOICES : The Rise of Non-Governmental Voices In Multilateral Organizations, Ottawa, North-South Institute (septembre 2003) et Saturnino, *La Via Campesina : An Evolving Transnational Social Movement*, TNI Briefing Series, N° .2004/6, Amsterdam : Transnational Institute.

10. D'aucuns pourraient vouloir lire un effort similaire par Piper et Ulhin, dans leur chapitre « New Perspectives on Transnational Activism », plus particulièrement la sous-section « Contextualizing Transnational Activism in East and Southeast Asia », dans *Transnational Activism in Asia*, ouvrage déjà cité.

de langues et de cultures multiples. Ces problèmes semblent cependant inévitables, et nécessitent discussions et considération¹¹.

- Problèmes locaux contre problèmes globaux : la structuration de réseaux transnationaux n'implique pas systématiquement des problèmes globaux. Le plaidoyer sur des questions uniquement régionales ou globales (telles les accords commerciaux, la sécurité régionale, les régulations globales, etc.) ne constituent qu'une forme du travail en réseau global. Des questions très locales, telles que la construction d'un barrage, les menaces pour l'environnement par les sociétés minières ou encore l'impact de la déforestation peuvent tous être des sources de travail en réseau transnational. L'élément décisif pourrait être des considérations tactiques ou stratégiques. Quelles sont les opportunités pour permettre et initier un processus de changement ? Y a-t-il des liens et des similitudes claires entre des situations et des problèmes dans des pays différents ? les luttes de résistance peuvent-elles reliées ? Ces liens peuvent-ils multiplier ou augmenter les changes que les politiques changent ?
- Modèles existants et cadres d'action collective : les réseaux d'auto-assistance ont une histoire riche de mobilisations sociales, qui va de luttes et résistances très locales à des mouvements nationaux. Des cadres d'action collective et des répertoires d'action ont été élaborés et expérimentés à travers ces luttes. Les organisateurs de mouvements sociaux, les militants et les membres d'ONG ont appris des échecs et des succès du passé. Les schémas de mobilisation et les thèmes d'action fructueux sont internalisés et disséminés à l'intérieur et à travers les sociétés. Avec la généralisation de l'accès à l'information internationale et les connections globales entre réseaux militants, les formes et thématiques de contestation se diffusent désormais rapidement. Le défi est ici de savoir comment apprendre de l'expérience d'autres mouvements et d'autres luttes et comment les adapter à des contextes spécifiques.
- La forte densité de militants, d'ONG et de réseaux : l'augmentation du nombre de mouvements sociaux, d'ONG et de réseaux, plus particulièrement de ceux qui ont des liens régionaux, signifie qu'il est devenu plus aisé d'organiser des campagnes et des activités coordonnées. La densité croissante des organisations de la société civile signifie également que de nombreuses ONG et réseaux travaillent sur et s'attaquent aux mêmes problèmes. Cette pluralité organisationnelle et cette diversité de réponses sont souvent décrites comme une dilution et une diversion de l'énergie et du dynamisme. Elles constituent cependant un acquis significatif, dans le sens où la société civile est capable de mobiliser un large éventail de secteurs exploités et de proposer des alternatives innovantes. Le défi des années à venir semble devoir être celui de la construction de processus de délibération et de la création de socles communs. L'enjeu est de renforcer l'ensemble des capacités des organisations de base et des réseaux militants à offrir des propositions contre-hégémoniques sur la gouvernance démocratique et participative, le développement socio-économique

11. Voir à la suite de ce document l'encadré emprunté à Bandie et Smith, « Factors Affecting Conflict and Cooperation in Transnational Movement Networks », dans *Coalitions Across Borders: Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, Rohman and Littlefield, 2005, p. 231-252.



durable écologiquement, l'accès universel aux soins et au logement social, ainsi que sur les droits des femmes et les pratiques féministes.

- Tactiques d'opposition contre tactiques de proposition : ce dilemme n'est pas nouveau, et plus le temps passe, moins il apparaît comme une opposition binaire. Au contraire : dès lors que les deux peuvent être combinés, le plaidoyer est meilleur. Avec le temps, l'importance de développer des propositions alternatives devient une priorité. L'époque actuelle pourrait bien être un moment opportun pour documenter et présenter l'ensemble grandissant des pratiques mises en mouvement comme alternatives à la globalisation. Deux types d'alternatives peuvent être imaginés : le premier serait constitué par l'ensemble des pratiques organisationnelles alternatives que la société civile transnationale a proposé et mise en œuvre. Cela implique un travail d'introspection par de tels acteurs, pour analyser et donner à voir comment la société civile globale s'organise et fonctionne de manière démocratique, transparente et responsable (*accountable*). Le second type serait composé des diverses alternatives au développement qui ont été mise en avant sur le terrain, plus particulièrement celles qui ont été mise en œuvre dans plus d'un contexte national, comme par exemple l'agriculture biologique, les associations de maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)¹², les industries d'échelle restreinte respectueuses de l'environnement, le développement d'habitants urbains alternatifs, les coopératives gérées par les travailleurs, les programmes gérés par les communautés, etc.

- Élitisme altermondialiste¹³ ou participation partagée : à mesure que le mouvement anti-altermondialiste se développe et s'étend, il est nécessaire d'évaluer si le mouvement a fini par créer ses propres ensembles d'élites – le syndrome des « rocks-stars » qui participent à tous les rassemblements et toutes les campagnes. Cette situation pourrait sembler être inévitable, mais, cependant, en être conscient pourrait engendrer des actions vers un leadership décentralisé, le développement d'un porte-parolat pluriel, et un intérêt plus fort pour l'éducation populaire et la dissémination des analyses. Dans l'idéal, plus le leadership est divers, ancré (*rooted*) et localisé, plus il est efficace, particulièrement dans l'objectif de construire un autre « monde » respectueux des différences et ancré dans la multitude des expériences locales.

- Les campagnes et les mobilisations comme seul moteur : le travail en réseau transnationaux est-il uniquement ancré dans les activités liées aux mobilisations et aux campagnes ? S'il est clair, pour les praticiens, qu'il y a bien plus en jeu, il peut être important de le refléter dans les différents éléments du travail en réseau transnationaux. De quelle manière les réseaux ont-ils leur impact le plus fort ? Sont-ils en mesure de contraindre les gouvernements locaux et nationaux ainsi que les institutions internationales à changer et à répondre à des pressions par le bas ? Il est tout autant important de discuter des combinaisons de formes de contentieux

12. L'auteur se réfère, dans le texte anglais, aux ASC (Agriculture supported by the community). Même si ces démarches ne sont pas identiques aux AMAP, elles s'en approchent très largement, en ce qu'elles ont le même objectif : construire des liens directs entre producteurs locaux et consommateurs (Ndt).

13. L'anglais n'offre pas d'équivalent à « altermondialiste », l'auteur emploie donc « anti-globalization elites » (Ndt).

politiques. Quels problèmes, quelles formes et quels agenda sont les mieux à même d'influer sur le discours dominant et sur les pratiques des gouvernements et des institutions dominantes.

- Influence et impact politique : c'est l'aspect le plus complexe du travail en réseau transnational. Une partie de la difficulté est issue du fait que l'influence politique est bien souvent complexe à mesurer. Les situations dans lesquelles il est possible de retracer une relation de causalité directe entre une action de la société civile et un changement politique sont très rares. Cela est cependant également vrai pour les campagnes d'échelle nationale. Les variables qui apparaissent comme importantes sont : 1) le niveau de connaissance et d'expertise que les organisations et les réseaux transnationaux sont capables de mobiliser et d'offrir sur certains problèmes politiques cruciaux ; 2) le niveau de soutien public qu'ils génèrent, plus particulièrement leur capacité à mobiliser un vaste mouvement d'opposition ; 3) le type d'opportunités politiques existantes : y a-t-il des divisions au sein des élites dominantes ? y a-t-il des divisions parmi les décideurs sur les problèmes politiques ? est-il possible de construire des alliances stratégiques ?

Conclusion

Dans cet article, j'ai brièvement examiné les défis et les dilemmes qu'engendrent l'action collective transnationale et le travail en réseau. Cette forme d'action collective relie des réseaux militants, des ONG et des mouvements sociaux par-delà les frontières, et peut être perçue comme étant à la fois un complément au militantisme local et national et un mode de militantisme à part entière. L'impact concret et l'influence politique de telles formes de militantisme prennent des formes différentes, qu'il est difficile de retracer de manière linéaire. À un certain niveau, les tentatives de plaidoyer transnational produisent des identités partagées et une vision commune des problèmes. Elles génèrent également des campagnes et des propositions communes, qui peuvent être mises en avant au cours de rassemblement régionaux ou internationaux, tout en étant mises en œuvre à l'échelle régionale ou nationale. Dans certains cas, le militantisme transnational influence le discours dominant et contraint ses partisans à défendre et justifier leurs positions. Dans d'autres cas, il peut informer les décideurs politiques réformistes intéressés à développer les propositions alternatives à l'agenda plus orthodoxe de la globalisation, et qui recherchent l'expertise et les savoirs générés par les réseaux transnationaux. Mais, de manière plus significative, grâce aux liens entre les organisations communautaires, les réseaux locaux et des ensembles de problèmes et de luttes plus larges, les militants locaux sont capables d'amplifier et d'enrichir le travail qu'ils mènent au niveau local comme le plaidoyer et le travail politique qu'ils mènent régionalement et globalement. Les interactions avec d'autres militants locaux et des réseaux globaux permettent de nouveaux apprentis-



sages et de nouvelles expériences, qui peuvent venir par la suite alimenter et enrichir les efforts organisationnels locaux¹⁴.

Comme évoqué plus haut, cette forme émergente de militantisme pose un éventail spécifique de problèmes et de défis. Explorer plus profondément les micro-processus à l'œuvre lorsque des problèmes et des luttes locales deviennent un élément d'un réseau transnational reste un défi analytique majeur. Néanmoins, cela offre d'importantes possibilités et potentiels de croissance et d'enrichissement de la pratique des organisations internationales de développement et des organisations de la société civile. Les liens entre l'échelle locale et l'échelle globale deviennent d'autant plus complexes que le militantisme en ligne représente désormais l'une des modalités par lesquelles les réseaux locaux peuvent se diffuser globalement¹⁵. Les sites Internet, les listes de discussion et les autres applications du Web 2.0 ont été des outils fondamentaux pour diffuser les recherches et les plateformes de plaidoyer politique. S'il est essentiel de faire en sorte que les personnes directement affectées à l'échelle locale aient accès et utilisent les nouvelles technologies, elles ne se substituent pas au besoin de rencontres et aux rassemblements directs, ainsi que de mobilisations publiques de masse.

Dans les années à venir, le défi analytique et pratique clef sera de comprendre de manière concrète et opérante comment de telles formes de travail en réseau transnational s'insèrent dans l'ensemble des luttes de base, et comment elles contribuent à renforcer les processus délibératifs et à encourager les pratiques alternatives qui peuvent améliorer l'existence des personnes exploitées¹⁶. En procédant ainsi, il deviendrait possible d'illustrer et de rendre opératoire ce que James Rosenau (2003) a décrit comme une « proximité distante » pour décrire les dynamiques contradictoires et entrelacées de ces liens « globaux ». Comprendre les résistances à différentes échelles nécessiterait que nous rompions avec les dichotomies usuelles et vite comprises, local contre global, ouvert contre caché, inclusif contre excluant, privé contre public, et ainsi de suite.

14. Voir Caouette, « Thinking and Nurturing Transnational Activism in Southeast Asia : Global Advocacy through Knowledge-Building », paru dans *Kasarinlan : A Philippine Quarterly of Third World Studies*, Manille, Philippines, 2006, p. 3.

15. W. L. Bennett, « New Media Power: The Internet and Global Activism » paru dans Couldry et Curran, *Contesting Media Power*, Rowman and Littlefield, 2003. C. Bob, « Marketing Rebellion: Insurgent Groups, International Media, and NGO Support » paru dans *International Politics*, volume 38, n° 3, septembre 2001, p. 311-334.

16. Les travaux récents de Jonathan Fox peuvent constituer un point de départ utile : « Assessing Binational Civil Society Coalitions : Lessons from the Mexico - US Experience », paru dans *Cross-Border Dialogues : US-Mexico Social Movement Networking*, ouvrage dirigé par Brooks et Fox, La Jolla, Center for US-Mexican Studies, Université de Californie-San Diego, 2002, p. 341-417. Voir également l'ouvrage sous la direction de Clark, *Globalizing Civic Engagement*, Londres, Earthscan, 2003.

Liste des « facteurs qui influent sur le conflit et la coopération dans les réseaux de mouvements transnationaux », tels qu'identifiés par Joe Bandy et Jackie Smith

Dans la conclusion de leur livre sur les manifestations et les coalitions transnationales contre le capitalisme néolibéral, Bandy et Smith définissent 1) une série de conditions propices à la formation de réseaux transnationaux ; 2) une typologie des problèmes contentieux dans ces réseaux ; 3) les éléments les plus importants dans la construction de coalitions transnationales. Ces conditions, problèmes et éléments sont résumés ci-dessous :

1. Les conditions sociales d'existence de réseaux transnationaux :

- la présence d'organisations gouvernementales internationales ou d'ONG internationales qui aident le développement des réseaux ;
- la présence de mouvements nationaux bien organisés ;
- la présence de mouvements étrangers alliés bien organisés ;
- de nombreuses similitudes préexistantes entre mouvements de pays différents ;
- la capacité à communiquer régulièrement entre mouvements nationaux ;
- des gouvernements ou institutions privées ouvertes au changement ;
- des conditions économiques propices à des ressources pour la construction de mouvements ;
- l'absence de conflits politiques internationaux, comme la guerre contre le terrorisme ;
- une contestation publique massive.

2. Les conflits dans les réseaux transnationaux :

- conflits pour les ressources, conflits de dépendance ;
- conflits organisationnels ;
- conflits d'identité ;
- conflits sur les buts et les stratégies.

3. Les actions collectives propices aux coalitions :

- le leadership d'entrepreneurs en mobilisations expérimentés ;
- le développement de forums de coalition tendant vers les sphères publiques transnationales ;
- la promotion d'une culture organisationnelle souple et démocratique ;
- la perception de succès des coalitions.

(Source: Bandy et Smith, *Factors Affecting Conflict and Cooperation in Transnational Movement Networks*, paru dans *Coalitions Across Borders : Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005, p. 231-252.)

LES RÉSEAUX D'AUTO-ASSISTANCE ET LES INSTITUTIONS DU SYSTÈME MULTILATÉRAL

par ÉLISA PETER¹⁷

Les Nations unies et leurs interlocuteurs non-étatiques

Au cours de la décennie passée, il y a eu un élargissement significatif de l'éventail des partenariats entre les Nations unies et les acteurs non-étatiques, incluant les organisations de la société civile, les organisations non-gouvernementales, les organisations confessionnelles, les autorités locales et les parlements locaux, et ce dans des domaines tels que le maintien de la paix, la promotion d'une coopération internationale pour le développement efficace (et décentralisée), le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit, la promotion du respect des droits de l'homme, et les actions pour parvenir à remplir les objectifs de développement, internationalement décidés, incluant les MDGs¹⁸.

La relative ouverture des conférences et des sommets de l'ONU dans les années quatre-vingt-dix illustre cette évolution. À cet égard, les Nations unies ont toujours plus reconnu l'importance d'une nouvelle vision du multilatéralisme, qui tire parti des ressources et de la légitimité des acteurs non-étatiques, qui sont à la fois flexibles et réactifs face aux défis du monde contemporain. Ce processus de collaboration croissante avec la société civile et les autres acteurs non-étatiques a renforcé tout autant les Nations unies que le débat intergouvernemental. Il a contribué au processus actuel de modernisation et de changement institutionnel que l'ONU a entrepris au cours de la décennie passée.

Néanmoins, il reste de l'espace pour améliorer la manière dont les Nations unies impliquent les acteurs non-étatiques dans ses délibérations.

L'ampleur des relations de l'ONU avec la société civile englobe des organisations non-gouvernementales de styles différents, incluant les ONG humanitaires, environnementales et de développement, les syndicats, les organisations confessionnelles et les associations professionnelles.

17. United Nations Non-Governmental Liaison Group, États-Unis.

18. Millenium Development Goals, les objectifs du millénaire (Ndt).



Ces organisations font des contributions très précieuses au travail de l'ONU, que ce soit au niveau opération de terrain ou au niveau normatif des politiques. Beaucoup d'entre elles ont établi des partenariats avec diverses agences de l'ONU, et ont développé des campagnes de plaidoyer et des stratégies pour influencer sur un vaste ensemble de délibérations intergouvernementales et même pour définir l'ordre du jour des discussions sur certains problèmes. Leur présence au sein de l'ONU contribue à rendre les processus de décision de l'ONU plus transparent et plus participatif, contribuant ainsi à la démocratisation de la gouvernance mondiale.

Cependant, ces organisations ne sont pas toujours perçues comme étant « représentatives » des secteurs de la population mondiale qui sont censés être les principaux bénéficiaires des buts et objectifs de l'ONU, incluant les Objectifs du Millénaire, et qui sont des acteurs cruciaux pour les atteindre. Ces secteurs incluent, entre autres, les agriculteurs paysans, les artisans pêcheurs, les femmes des milieux ruraux, les peuples indigènes, les habitants de bidonvilles, les personnes malades du SIDA ou séropositives.

C'est la voix de ces secteurs qui est très largement absente des forums des Nations unies. Lorsque l'on entend parler d'eux, c'est souvent par l'intermédiaire d'ONG qui se chargent de faire entendre leurs préoccupations, ou qui parrainent la participation des « populations pauvres et marginalisées » pour qu'elles témoignent, individuellement, de leurs situations. Cela pouvait être compréhensible quelques années en arrière, lorsque ces secteurs étaient faibles et fragmentés. Mais, au cours de la décennie passée, ils ont fait de grands pas dans la constructions de leurs propres organisations, mandatées pour parler en leur nom et responsables devant eux, ainsi qu'en développant leur capacité à articuler leurs différents messages.

Pourquoi s'en préoccuper ? Les bénéfices potentiels de la collaboration entre l'ONU et les réseaux d'auto-assistance

Une collaboration plus poussée entre les réseaux d'auto-assistance et l'ONU peut contribuer à faire de l'ONU un défenseur plus efficace et plus fort des biens communs, des droits de l'homme et de la paix.

Pour l'ONU

Renforcer les capacités de plaidoyer des organisations qui représentent la majorité de la population des pays du Sud, peut contribuer à construire une gouvernance nationale responsable, dont dépend le système des Nations unies, ainsi qu'à développer la volonté politique de soutenir la mission de l'ONU.

Les politiques et les programmes de l'ONU rencontreront un soutien public plus important si elles intègrent les idées et les propositions de ceux qu'elles sont censées soutenir. Collaborer avec eux est particulièrement pertinent et urgent à une époque où les défis globaux ont émergé avec vigueur – le changement climatique, la tourmente

économique et financière, les pénuries en aliments, en eau et en énergie – qui remettent en cause les approches du développement qui ont dominé les décennies passées. Ces crises ne peuvent manifestement pas être résolues par les seuls gouvernements, armés des mêmes politiques et instruments qui ont contribué à les engendrer.

Pour les réseaux d'auto-assistance

La légitimité des réseaux d'auto-assistance est souvent perçue comme plus forte que celle des ONG, parce qu'elle découle de la représentation des composantes des peuples ou des États. Leur légitimité est fondée sur le fait qu'elles sont des émanations directes de leurs composantes, et qu'elles sont responsables devant elles. Ceci est particulièrement important à une époque où les questions de légitimité et de responsabilité des organisations de la société civile attirent énormément d'attention.

De leur côté, les réseaux d'auto-assistance, qui représentent les premières victimes des crises, mais aussi potentiellement leurs solutions, ont besoin de l'ONU. Elle pourrait en effet être l'espace le plus approprié à l'expression de leurs préoccupations, comme le rappellent les premières lignes de la Charte des Nations unies : « Nous, peuples des Nations unies¹⁹... » Les personnes qu'elles représentent ont souvent été en première ligne et souffert des conséquences des politiques de libéralisation et de privatisation des dernières décennies. Certains d'entre ces réseaux voient le système des Nations unies comme un forum potentiellement significatif pour faire avancer leurs objectifs. Une collaboration plus poussée avec l'ONU peut renforcer les stratégies que les réseaux d'auto-assistance adoptent pour faire progresser leur agenda à toutes les échelles, du local au global.

Les entraves à un engagement plus poussé des réseaux d'auto-assistance à l'ONU

Les difficultés à saisir une catégorie aussi vaste et hétérogène que la « société civile » sont l'une des raisons souvent avancées par les fonctionnaires de l'ONU et les représentants des États membres pour expliquer leur hésitation à collaborer plus avec de tels acteurs. Mais comprendre ce que recoupe la « notion valise » de société civile est moins compliqué qu'il n'y paraît, pour peu qu'on y applique quelques distinctions de base. Il est important de procéder ainsi, étant donné que la pluralité d'identités des différents types d'organisations de la société civile les rend aptes à différentes formes de collaboration avec le système de l'ONU.

Une partie des entraves auxquelles il faut faire face inclut :

- la culture institutionnelle et les procédures du secrétariat de l'ONU (bureaucratie lourde, par en haut, etc.) ;

19. En outre, l'article 71 de cette même Charte permet au Conseil économique et social (ECOSOC) d'engager des relations de consultation avec les ONG. Les détails des droits à la participation sont définis dans une résolution de l'ECOSOC votée en 1996. Cette résolution prévoit des opportunités de participation de grande ampleur pour les ONG nationales et internationales au sein d'ECOSOC et des ses commissions de fonctionnement. La résolution détaille également la participation des ONG dans les conférences internationales de l'ONU.



- le manque de cohérence politique à l'échelle internationale (et nationale) ;
- les positions des États membres et le manque d'espace politique ;
- la connaissance insuffisante des réseaux d'auto-assistance, et les doutes sur leur représentativité ;
- la faiblesse des réseaux, incluant le manque de ressources ;
- les relations individuelles opposées aux relations institutionnelles, les pratiques ad hoc opposées aux règlements formels, la consultation sporadique opposée aux mécanismes pour garantir leur efficace contribution à la prise de décision intergouvernementale ;
- comment dire la vérité au pouvoir ;
- les différences culturelles ;
- les relations entre les élites des ONG qui occupent l'espace et ne souhaitent pas nécessairement le partager.

Les principes de base pour la collaboration

Il y a des différences d'importance parmi les entités des Nations unies et les groupes d'auto-assistance. Il n'y a donc pas de modèle unique de collaboration, universellement applicable, et il serait contre-productif d'essayer d'en définir un. Néanmoins, les principes qui suivent sont perçus comme généralement valables pour les cas de collaboration entre les Nations unies et les réseaux d'auto-assistance. Ils sont tous issus de l'expérience d'une ou plusieurs entités des Nations unies, ont montré qu'ils pouvaient améliorer la qualité des interactions bénéficiant ainsi aux Nations unies et aux mouvements concernés, et sont perçus comme étant applicables à toutes les échelles du système des Nations unies – du global au régional et au national.

• **Reconnaissance mutuelle**

- La Charte des Nations unies et leur mission de défense des droits de l'Homme constituent le principe général sur lequel les organisations de la société civile et les mouvements populaires se fondent. Les acteurs sociaux peuvent, et devraient, être autorisés à influencer sur les décisions politiques qui affectent leurs vies, sans remettre en cause la souveraineté des États et leurs responsabilités de décideurs.

• **Droits et obligations des interlocuteurs**

- Dans sa relation avec des acteurs non-étatiques, il est de la responsabilité du système des Nations unies – qui œuvre pour la défense des biens communs, des droits de l'Homme et pour l'équité globale – de s'assurer que les voix des mouvements populaires représentant les secteurs marginalisés soient entendues ; ainsi que de créer des espaces sûrs et de mobiliser des ressources pour les débats politiques.
- La nature hétérogène de la société civile doit être reconnue pour pouvoir nouer un dialogue qui ait du sens. C'est aux organisations de la société civile de déterminer, de manière autonome, comment elles souhaitent s'organiser pour interagir avec le système des Nations unies. Il est important de reconnaître la légitimité spécifique des

réseaux d'auto-assistance, qui dérive du fait qu'ils représentent, et ont un mandat pour parler au nom de personnes (*constituencies*) ou nations qui comptent parmi les plus touchées par les programmes et politiques des Nations unies.

- Il est de la responsabilité des réseaux d'auto-assistance de mettre en œuvre une gouvernance transparente, de chercher à construire une responsabilité et une communication à deux sens, réelle, avec leurs bases. Ils devraient être prêts à rendre compte de ces pratiques auprès de leurs interlocuteurs dans le système des Nations unies.
- **Éléments nécessaires à un dialogue qui ait du sens**
 - Dans le but de promouvoir une collaboration qui ait du sens avec les réseaux d'auto-assistance, il est nécessaire de prendre en considération un certain nombre d'éléments : s'assurer qu'ils accèdent aux informations stratégiques au moment opportun ; s'assurer de leur participation à l'élaboration des politiques et des programmes dès le départ ; maintenir la continuité dans les relations ; respecter leurs langues, leurs agendas et leurs pratiques de consultation ; faire tous les efforts conjoints pour s'assurer que les ressources nécessaires sont disponibles pour remplir ces exigences. La question récurrente de la mobilisation des ressources doit être traitée, et une partie de la réponse peut être trouvée auprès des gouvernements, des partenaires du développement présents dans le pays, des ONG, des fondations et des budgets de programmes et projets spécifiques. Toutefois, les ressources doivent être gérées avec la participation des réseaux eux-mêmes.
 - La raison d'être, le planning et les objectifs attendus de toute consultation ou dialogue devraient être définis dès le départ. Les espaces de rencontre gérées en commun devraient opérer sur la base de critères préalablement convenus et devrait être inclusifs et pluriels dans le cadre de ces critères. Les mouvements populaires devraient avoir un espace autonome de consultation avant de s'engager dans les forums intergouvernementaux. Il est important de garantir que les processus de consultation s'inscrivent dans une stratégie à long terme plutôt que sur une base *ad hoc*.

En guise de conclusion

La promotion et l'appui à une communauté de pratiques parmi les entités des Nations unies dans leurs relations à la société civile sont au cœur du mandat du Service de liaison des Nations unies avec les organisations non-gouvernementales (NGLS). Le NGLS encourage la collaboration avec ces composantes, construisant sur les expériences existantes, dans le but d'offrir un espace pour les voix de la société civile qui ne sont, pour l'heure, pas totalement comme chez elles dans le système global.

ONG INTERNATIONALES ET RÉSEAUX D'AUTO-ASSISTANCE DE LA CRITIQUE À LA COMPLÉMENTARITÉ ?

par GEOFFREY PLEYERS²⁰

Au cours de ce séminaire, les représentants des réseaux d'auto-assistance ont souvent évoqué les relations ambiguës et parfois conflictuelles que leurs organisations entretiennent ou ont entretenu avec des ONG internationales actives dans le champ du développement. Alors que les self-help network sont basés sur des membres qui sont aussi les concepteurs et les bénéficiaires des programmes mis en œuvre, les ONG peuvent être définies comme des « formations de volontaires, qui œuvrent au développement et à l'amélioration de la souffrance, travaillent sans visée égoïste et dans une indépendance relative ». (Murthy and Rao, 1997²¹.)

Bien que chaque cas soit différent, nous tenterons dans ce texte de dégager quelques-uns des traits principaux de la relation entre ces deux ensembles composites à partir des discours et témoignages des participants à la rencontre de Rambouillet et des vidéos réalisées pour cette occasion mais aussi sur l'expérience d'autres mouvements étudiés, notamment au sein de l'altermondialisme.

Dans un premier temps, nous dégagerons les trois principales catégories de critiques formulées par ces mouvements locaux et réseaux d'auto-assistance à l'encontre des ONG. La seconde partie sera consacrée à ce qui est apparu comme l'élément central des discours et témoignages de ce séminaire : l'affirmation des mouvements locaux et des réseaux basés sur des membres comme des acteurs autonomes (et non des « pauvres » ou des « bénéficiaires de programme d'ONG »). Enfin, la troisième partie proposera deux éléments qui pourraient constituer les bases d'une relation plus mature et coopérative entre ONG et réseaux d'organisations de base : le pragmatisme et la réflexivité.

20. FNRS, Louvain-la-Neuve et CADIS (Ehess, Paris), geoffrey.pleyers@uclouvain.be.

21. (Citation traduite de l'anglais par Nicolas Haeringer, de même que pour les autres citations issues d'ouvrage en anglais). Ces deux ensembles regroupent des acteurs très hétérogènes et sont animés par des débats et des tensions internes tant au niveau des orientations politiques que des pratiques. Les ONG varient fortement par la taille, les ressources, la culture et les objectifs poursuivis. Elles sont parvenues mieux que d'autres acteurs de la société civile à multiplier les connections internationales, au point pour beaucoup d'entre elles de devenir « globales ». L'isolement de ces deux ensembles relève d'une démarche heuristique. Le nombre des organisations « mixtes » tend par ailleurs à se multiplier puisqu'il existe des experts internationaux dans les self-help networks et que certaines ONG intègrent des bases locales dans les pays du Sud.



Les critiques des ONG

Les ONG sont-elles devenues un business ?

Un premier ensemble de critiques adressé aux ONG par les mouvements de base porte sur l'orientation « business » de certaines ONG. Suite au déclin de l'État — généralement associé aux plans d'ajustement structurels — les ONG ont capté une partie importante des fonds des programmes de développement (Kaldor, 2003 ; Pirotte, 2007). Ces évolutions étaient plus sensibles encore dans certains secteurs : « Le SIDA et le VIH sont devenus un business très important, il y a beaucoup d'argent dans ce secteur. » (PAT MATEMILOLA, NEPWHAN.) Cette évolution a assuré au passage des revenus parfois importants à certaines ONG et à certains leaders, au point que dans de nombreux pays du Sud, les ONG sont avant tout considérées comme un business, comme de petites entreprises s'affrontant sur un marché très concurrentiel autour des fonds de différents donateurs internationaux. Le profit pour une ONG du Sud ou ses leaders n'est donc pas forcément exclu²². Mais certains se sont considérablement enrichis ou ont détourné les fonds, et ce à partir d'une mise en scène de situations de pauvreté : « De nombreuses institutions continuent à construire leur pouvoir à partir de notre pauvreté, et nous devons changer ce paradigme. » (PAT HORN, StreetNet.)

De nombreuses critiques renvoient également à l'institutionnalisation des ONG. Ce processus s'avère souvent indispensable pour capter des ressources des agences de développement internationales, mais il peut éloigner les ONG des populations locales et les conduire à adopter une approche bureaucratique et verticale du développement et des besoins de la population (voir ci-dessous).

Les ONG ne représentent pas les pauvres et parlent en leur nom

Le second ensemble de critiques porte sur la légitimité de la représentation. L'une des principales missions attribuées aux ONG est de relayer les « voix des sans voix », de faire entendre les revendications de populations marginales et de faire parvenir leurs demandes aux agences de développement, à la population et aux décideurs politiques.

Cependant, beaucoup d'ONG en sont venues à monopoliser l'accès aux arènes et institutions internationales. Elisa Peter (UNNGLS) confirmait que « les ONG occupent souvent la place des mouvements sociaux dans les institutions internationales et ne sont pas prêtes à la partager ». Les enjeux sont considérables puisqu'il s'agit non seulement de capter des ressources mais aussi de la raison d'être de ces ONG. Les représentants des réseaux d'auto-assistance dénoncent dès lors ce « double

22. Rajaseckhar (2000) définit les ONG comme « ces organisations qui facilitent la mise oeuvre de projets de développement pour les pauvres sans nécessairement rechercher le profit pour cette mise en oeuvre ». Le profit n'est donc pas forcément exclu.

discours » : « Ils parlent de participation mais concrètement les mouvements associés n'ont rien ou pas grand-chose à dire dans le projet. » (PAT HORN, Streetnet.) Le sociologue américain Mike Davis (2006: 76) considère même que « les véritables bénéficiaires du “virage participatif” dans la Banque mondiale [depuis les années 80] semblent être les ONG plus que les populations locales ».

Charles Tilly (2004 : 152) a lui aussi pointé les risques de l'avènement d'une élite internationale des ONG qui « se présentent elles-mêmes comme parlant “pour les gens” sans donner les moyens aux gens ordinaires de parler à travers elles » (cf. Pleyers, 2008). Avec pour mission de parler des pauvres, pour les pauvres et au nom des pauvres, elles en sont venues à parler à leur place. Mike Davis (2006: 72) et la sociologue indienne Gita Verma (2003) voient ainsi les ONG comme des « intermédiaires qui, avec la bénédiction d'organisations philanthropiques étrangères, usurpent la voix authentique des pauvres ». Certaines institutions internationales sont cependant devenues plus sensibles à ces problèmes. Elisa Peter rapportait ainsi que « l'ONU collabore plus avec les mouvements sociaux, car elle se rend compte que, à un certain niveau, ces mouvements sont plus légitimes et responsables (*accountable*) devant les gens qu'elles prétendent représenter que les ONG classiques ».

Imposer une vision du développement

Le troisième ensemble de critiques a pour enjeu la définition et les modalités du développement et des interventions. Les acteurs de base s'estiment dépossédés de leur vision du développement et de leurs idées quant à ce qu'il convient de faire par des interventions définies et contrôlées par des « experts », des ONG et un complexe développeur qui s'ancre dans une vision bureaucratique du développement, menant souvent à l'exclusion des acteurs locaux les plus démunis, pourtant censés en être les bénéficiaires. Les exigences posées par les donateurs au niveau international s'avèrent souvent en décalage avec les réalités locales. La campagne contre le SIDA menée au Nigeria en offre un bon exemple : « Ils veulent des volontaires et ils ne veulent pas qu'on paie des gens. Mais c'est ainsi notre réalité. » Une campagne efficace peut en effet difficilement être menée sur la base du seul volontariat dans un pays marqué par la pauvreté. Un autre exemple renvoie aux exigences imposées par les bailleurs de fonds lors de la formulation des projets. Alors que les ONG qui possèdent certaines structures et des expériences internationales peuvent aisément y répondre, elles posent souvent des problèmes aux mouvements locaux : « Comment demander à une organisation dans un bidonville d'écrire ce qu'elle sera dans trois ans s'ils ne savent pas de quoi demain sera fait et risquent l'expulsion à tout moment ? » se demandait Niko Keijver (Shack/Slumdweller International).

Plus globalement, les ONG ont été accusées de vouloir imposer leur vision du développement et leurs manières de procéder, au dépend de celle de la population, de croire « mieux savoir ce que la population a besoin mieux que la population elle-même » : « Une fois que les ONG ont rejoint le réseau, elles ont voulu décider de tout et imposer leur vision de ce que nous devons faire. » (PAT MATEMILOLA, NEPWAN.) Quelques mois après le soulèvement zapatiste, au Mexique, le sous-commandant



Marcos, leader du mouvement, s'insurgeait contre cette attitude qu'il qualifia poétiquement de « syndrome de Cendrillon » :

Ces bonnes gens qui nous envoient en toute sincérité une chaussure rouge à talon aiguille, taille 40, d'importation, sans la deuxième, en pensant que, pauvres comme nous le sommes, nous accepterions n'importe quoi, charité et aumône. Comment dire à toutes ces bonnes gens que non, nous ne voulons pas continuer à vivre en étant la honte du Mexique? Non, nous ne voulons plus continuer à vivre dans de telles conditions. Cela ne s'arrête pas là. Il existe une aumône plus sophistiquée. C'est celle que pratiquent certains organismes internationaux et ONG. Elle consiste *grosso modo* à décider ce dont ont besoin les communautés, et sans même les consulter, à leur imposer certains projets, ainsi que les délais et la forme avec laquelle ils doivent être réalisés. Imaginez le désespoir d'une communauté qui a besoin d'eau potable et à laquelle on refile une bibliothèque, et celle qui a besoin d'une école primaire et à laquelle on donne un cours sur les plantes médicinales.

S'affirmer comme acteurs autonomes

Face à la position dominante (ou perçue comme telle) des ONG, l'élément qui est apparu avec le plus de force au cours de ce séminaire est la volonté des mouvements de base de s'affirmer comme des acteurs à part entière, autonomes des ONG, organisant leurs réseaux internationaux, défendant leur vision du développement. Cesare Ottolini (Alliance internationale des habitants) expliquait ainsi que les « habitants ne sont pas seulement des usagers ou des clients mais des bâtisseurs des villes. (...) Les habitants décident de prendre leur destin en main au niveau de leur quartier mais aussi au niveau international ».

Cette affirmation passait notamment par le rejet de l'identification en tant que « pauvres » ou « victimes », ces catégories renvoyant à l'idée de non-acteurs en attente de retombées bénéfiques d'une politique volontariste de modernisation, qu'elle soit menée par un État ou des ONG. Aisha Shaheed (Women Living Under Muslim Laws) soulignait ainsi que les femmes de son association sont des « acteurs, des agents du changement, pas seulement des bénéficiaires ». De même, pour Streetnet, « les travailleurs des rues ne sont pas des pauvres, ni des victimes du capitalisme néolibéral, mais des acteurs qui veulent améliorer leurs conditions de vie ». Les membres des réseaux et mouvements présents cherchent ainsi à s'affirmer comme des acteurs de leur propre changement. C'est par exemple le sens de la démarche de Wastpickers International : « Il est essentiel pour nous de leur expliquer que c'est une profession à part entière, qu'elle permet non seulement de trouver un emploi mais aussi d'avoir une forte utilité publique, notamment via le tri des déchets. »

Cette affirmation des réseaux d'auto-assistance comme acteurs autonomes passe notamment par la construction de leurs propres réseaux internationaux (qui entrent souvent en concurrence avec les ONG internationales) et s'appuie sur celle de savoirs et d'expertises propres. Des petits paysans aux éboueurs informels des réseaux internationaux se créent ainsi à partir de mouvements locaux. L'objectif est d'être davantage entendu par des décideurs politiques et, plus encore, de pouvoir échanger les expériences des mouvements de différents pays autour de thématiques similaires.

L'internationalisation ne doit donc pas nécessairement passer par des ONG. Certains mouvements, comme l'Alliance internationale habitants, sont même sortis des réseaux internationaux dominés par des ONG pour créer leur propre espace. Les réseaux de mouvements basés sur des membres estiment en effet : « Nous ne valons pas moins que les ONG. Je dirais même que nous sommes plus car nous avons une base sociale. » (Cesare Ottolini, Alliance internationale des habitants.) L'affirmation d'une indépendance à l'égard des ONG est également un élément important du réseau paysan international Via Campesina. Lors du Forum social mondial 2006 à Bamako, Paul Nicholson, l'un des principaux leaders du mouvement paysan s'insurgeait ainsi :

Nous, les paysans, nous ne voulons plus que les ONG parlent en notre nom à propos des politiques agricoles et dans les institutions internationales. Nous voulons construire notre propre mouvement, notre propre réseau international et parler pour nous-mêmes.

Ces réseaux internationaux de mouvements entrent dès lors en concurrence avec certaines ONG, notamment autour de la représentation auprès des institutions internationales ou des projets de développement. C'est là la cause de nombreuses tensions et d'une concurrence qui peut se révéler féroce, « *a nasty struggle* », comme le souligne Elisa Peter (UNNGLS) qui en est une observatrice avisée.

La production d'une connaissance propre représente un autre enjeu central : « Nous sommes des acteurs, pas des bénéficiaires, et ça veut dire que nous sommes gens qui ont un savoir et de l'expertise. » (ETHEL LONG SCOTT, Women's Economic Agenda Project.) Les universités populaires, activités de formation et réseaux d'experts internes occupent une place importante dans les activités des réseaux réunis à Rambouillet. C'est ainsi sur la base d'une analyse quotidienne de l'actualité autour des thématiques qui mobilisent les mouvements indigènes que l'Alliance des Peuples et Tribus Indigènes de la Forêt Tropicale « développe une approche commune pour maintenir sa propre vision du monde et l'appuie sur un savoir qui est en évolution constante ». GROOTS mise également beaucoup sur son « université de base pour construire des savoirs et essayer de le faire de manière cumulative ». C'est aussi le cœur du réseau WIEGO (Women in Informal Economy Globalizing and Organizing) qui organise des « universités populaires » et possède ses propres centres de recherches qui travaillent notamment sur les statistiques de l'économie informelle et l'évolution des marchés globaux. L'objectif est de développer « la recherche comme un service pour les travailleurs informels, avec une méthodologie participative ». C'est également dans ce cadre qu'apparaît l'utilité des forums sociaux et des espaces de rencontre et de réflexion qui permettent aux mouvements locaux d'échanger des expériences et construire une connaissance.

Vers une relation plus mature ?

Un nombre croissant d'ONG tentent de répondre à ces critiques et s'attachent à développer des relations plus égalitaires avec des mouvements de base. De telles relations peuvent se construire autour de trois éléments : une autonomie des asso-



ciations à l'égard des ONG (que nous venons d'évoquer), un certain pragmatisme et une réflexivité critique de chaque acteur.

Des relations pragmatiques

Face aux ONG, les associations décident de fixer leurs propres critères et leur vision des projets à mener. « Si ça ne convient pas aux donateurs ou aux ONG, ils peuvent rester chez eux. Nous allons mener notre action et nous n'allons plus nous plier à tous leurs critères. » Pour autant, la position adoptée de la plupart des acteurs des réseaux d'auto-assistance ne se situe pas dans le rejet en bloc des ONG mais dans la volonté de développer avec elles des relations pragmatiques et sous certaines conditions.

Parfois nous collaborons avec des ONG, des gouvernements ou les Nations unies, parfois non. Lors de ces occasions, nous ne sommes pas liés par des engagements futurs envers ces institutions.

(**AISHA SHAHEED**, Women Living Under Muslim Laws.)

Travailler avec des professionnels extérieurs, particulièrement des ONG, particulièrement à l'échelle globale, est un défi nouveau pour SDI. Nous avons connus des succès intéressants, et nous avons aussi connus des échecs intéressants.

(**JOEL BOLNICK**, Slumdwellers International.)

Les représentants des réseaux d'auto-assistance ont souligné l'importance des ONG et des réseaux internationaux comme « prestataires de service » pour autant qu'ils s'inscrivent dans une logique qui vise à renforcer la capacité d'action des acteurs locaux (et non à les rendre dépendant des ONG et de l'aide internationale) :

Notre approche, c'est de renforcer notre organisation, pour être plus auto-suffisant. Nous organisons des formations pour développer nos savoir-faire (*capacity building*), avec un quota de 50% de femmes au minimum, pour favoriser le renouvellement du leadership dans ces organisations locales.

(**LUCIA FERNANDEZ**, Streetnet.)

Dans ce cadre, les ONG, les intellectuels-militants et les réseaux internationaux ont un rôle important à jouer, que ce soit en matière d'appui juridique, de communication (« pour faire entendre ces voix »), de relai institutionnel ou en donnant des formations afin d'aider les mouvements à mieux présenter leurs idées et projets aux bailleurs de fonds. Des chercheurs et des ONG internationales ont par exemple aidé GROOTS : « Ils nous ont aidé à prendre conscience du bon travail que faisaient les femmes de base dans leurs communautés. » Une coopération entre les ONG et des mouvements locaux ou des réseaux d'auto-assistance peut ainsi se révéler fructueuse. Sans oublier les critiques faites à certaines ONG et malgré certaines déconvenues, Pat Matemilola (NEPWHAN) estime ainsi qu'« en faisant le bilan, travailler avec des acteurs internationaux a apporté beaucoup au réseau de lutte contre le SIDA au Nigeria ».

Réflexivité

S'ils présentent incontestablement des atouts, les réseaux d'auto-assistance ne doivent pas pour autant être idéalisés. Des enjeux de représentation, de pouvoir, de répartition des ressources ou de contrôle de l'information y existent également. L'autonomie d'une organisation et le fait qu'elle possède une base sociale ancrée localement ne constituent pas une garantie au niveau de la démocratie interne, de la transparence de l'organisation et de l'*accountability* (le fait que les leaders rendent des comptes à leurs bases sociales).

La croissance et l'internationalisation d'un mouvement appuyé sur une base sociale constituent des enjeux importants afin de mieux faire entendre la voix des populations et de promouvoir des solutions globales qui s'attaquent aux racines des problèmes. Cependant, elles modifient également la structure de l'organisation et affectent les relations entre différentes catégories de membres du réseau (Tilly, 2004 ; Della Porta et Tarrow, 2005). Le risque de constitution d'une élite séparée de la base est d'autant plus grand que l'accès aux réseaux internationaux requiert des compétences spécifiques (à commencer par la maîtrise d'une langue internationale) que les militants de base ne peuvent acquérir que s'ils y sont formés. Comment éviter que les émanations internationales des réseaux d'auto-assistance ne reproduisent à leur tour des dérives qu'ils dénoncent chez certaines ONG ? Comment s'assurer que leurs leaders n'en viennent pas eux aussi à « parler au nom des gens sans laisser la possibilité pour ces gens de s'exprimer à travers eux » ?

Sans pour autant constituer la panacée, la pratique d'une réflexivité critique au sein des réseaux et organisations représente l'une des pistes les plus efficaces pour éviter les principales dérives. Les auto-évaluations critiques à l'aune des objectifs et des valeurs originelles du mouvement et la mise en œuvre de feed-back internes qui intègrent pleinement les militants de base se révèle en effet indispensables pour que les leaders du mouvement continuent de porter les voix de ceux qu'ils affirment représenter. Il est également essentiel pour ces groupes d'évaluer régulièrement la place donnée à la participation active des membres de base. La communication est un enjeu majeur en la matière. Lisa Jordan (Fondation Ford) soulignait ainsi l'importance d'évaluer si l'information circule dans les deux sens (des leaders vers la base mais aussi de la base vers les leaders). Les délégués rendent-ils des comptes de ce qui se passe au niveau international aux activistes locaux et de ce qui se passe au niveau local dans les coordinations nationales et internationales ? Les vidéos diffusées au cours de ce séminaire et les sites Internet de certaines organisations ont démontré qu'il pouvait s'agir d'excellents médias pour faire passer un message ou diffuser la parole des acteurs locaux. Ils peuvent cependant aussi constituer des barrières qui renforcent l'exclusion des populations qui n'ont pas accès à ces technologies.

L'organisation concrète et systématique de pratiques d'auto-évaluation critique n'est par ailleurs pas une tâche aisée. Les ressources dont disposent les organisations sont limitées, les *deadlines* des organisations internationales imposent des calendriers serrés, les campagnes et projets se mènent souvent dans l'urgence et autour de problèmes graves qui affectent considérablement la vie des membres de l'organisation.



Dans ce contexte, consacrer du temps à repenser régulièrement sa propre organisation peut paraître une perte de temps et de ressources qu'il n'est pas forcément aisé de justifier face aux besoins des membres de l'organisation ou aux exigences de résultats des bailleurs de fonds. Le maintien d'une démocratie interne et des objectifs originaux ainsi que la participation active des membres de base sont cependant probablement à ce prix.

Outre les réunions internes consacrées à l'auto-évaluation, il faut également souligner l'importance de rencontres nationales ou internationales (comme ce séminaire) qui permettent aux participants non seulement de réfléchir sur leurs propres pratiques mais aussi d'apprendre des succès et des échecs d'associations similaires. Comme le soulignait Aisha (Women Living Under Muslim Laws) à l'issue du séminaire de Rambouillet : « Notre propre réflexivité est enrichie de l'expérience des autres réseaux. »

Conclusion

Les défis de l'âge global et de l'amélioration de la qualité de vie des couches des populations plus démunies représentent des enjeux si considérables qu'il serait contre-productif d'opposer les efforts des ONG et ceux des réseaux d'auto-assistance. Une relation plus équilibrée entre ONG et réseaux d'auto-assistance ne peut émerger dans l'ignorance des critiques émises à l'égard des ONG. Il s'agit au contraire de les prendre en compte dans l'évaluation régulière des pratiques des ONG mais aussi des réseaux d'auto-assistance et de tenter de les dépasser à partir de trois axes : le respect de l'autonomie et de la spécificité de chaque acteur, des relations pragmatiques axées sur les complémentarités et la réflexivité critique par rapport à ses propres pratiques.

Bibliographie

DAVIS MIKE, *Planet of Slums*, Londres, Verso, 2006.

DELLA PORTA DONATELLA et TARROW SYDNEY (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2005.

KALDOR MARY, *Global civil society: An Answer to War*, Cambridge, Polity Press, 2003.

RANJANI MURTHY et NITYA RAO, *Indian NGOs, Poverty Alleviation and Their Capacity Enhancement in the 1990s: An Institutional and Social Relations Perspective*, New Delhi, FES, 1997.

PIROTTE GAUTIER, *La Notion de société civile*, Paris, La Découverte, 2007.

PLEYERS GEOFFREY, *The World Social Forum: A Globalisation from Below?*, s.l., Societies without border, t. III(1), p. 72-90, 2008

RAJASECKHAR D., *Non-governmental organizations in India: Opportunities and Challenges*, Bangalore, Institute for Social and Economic Change, Working Paper 66, 2000.

TILLY CHARLES, *Social Movements 1768-2004*, Noble Court, Paradigm, 2004.

VERMA GITA DEWAN, *Slumming India: A Chronicle of Slums and Their Saviours*, New Delhi, Penguin Books, janvier 2003.

NETWORK ACTION PLAN

par **MARTY KEARNS**¹ et **KAREN SHOWALTER**²

-
1. Green Media Toolshed, États-Unis.
 2. Netcentric Campaigns, Pays-Bas.



Attributes	Weak	Moderate	Strong
<p>1. Strong Social Ties</p> <p>Core actors in the network MUST know or come to know each other. They must be familiar with each other's talents, motives, skills, reputation and personalities. The core actors must be able to develop appropriate levels of trust and reliance on each other based on understanding of those variables.</p>	<p>Participants have no connections with each other personally.</p> <p>Few Friendships.</p>	<p>Building Member to member interaction and coherence as a collection or team. Core Actors interested in using network to organize. Willingness to build ties to each other given a particular campaign or to address a threat.</p>	<p>160 hours of interaction.</p> <p>Tight friends with enough social capital to smooth over the friction created by collaboration and work.</p> <p>Strong universal access to reputations and skill level assessment from trusted sources.</p>
<p>2. Common Story</p> <p>The core actors in the network must know each other's common unifying and motivating story. The participants must understand the unifying values of the entire network along with the language that resonates with the core actors group.</p>	<p>Initial meetings and communications are difficult and awkward.</p> <p>Unifying values, interest, motivations and language are fractured and unknown.</p>	<p>General outline of core actors' motivations is shared. Meetings and communications focus on shared action and debate rather than social returns. Assumptions about language and values hold true for 50% or more of the network participants.</p>	<p>Deep, nuanced and complete view of the unifying values of the entire network.</p> <p>Clear language selections that resonate with the core actors. A story that can reinforce commitment and actions. A view of 100% of the stories and language that works and doesn't work.</p>
<p>3. Communications Grid</p> <p>All networks "live" on the strength of one-to-one, one-to-many and many-to-many conversations and exchanges. The communications grid must have the ability to filter, feedback and sort the delivery of messages and segment audiences in multiple ways across all boundaries of organization, geography and time.</p>	<p>It is difficult for network participants to find and contact each other.</p>	<p>Basic communications with limited ability to manage scale or filter signal to noise.</p> <p>Some unified language</p>	<p>Robust one-to-one, one-to-many and many-to-many communications that can handle traffic and noise. Multi-channel and –multi-paths to move information across the network. Timeless capacity to integrate new core actors into the communications grid and catch them up to speed.</p>
<p>4. Shared Resources</p> <p>The network must be able to exert management of resources and application of network assets to coordinated network tasks. The return on investment in networks drives from measures change in the shared resources and growth.</p>	<p>There is little or no understanding of what is available or how to access it. Inability to share, request, or manage joint resources.</p>	<p>Need of others resources. Capacity not being used efficiently</p> <p>Willingness to share, support and engage across the network. Financial flexibility</p>	<p>Ability to see resources and coordinate them into network actions and projects.</p> <p>Clear path to open resources to the network for access</p>
<p>5. Clarity of Purpose</p> <p>Networks need to be able to design, synchronize, converge, test and hone specific detailed efforts. The networks must be presented with purposes and given the opportunity to evaluate, rank and refine purpose and projects.</p>	<p>There is no clear process for introducing next steps into the network action chain. There are no mechanisms for participating, evaluating and providing input on projects and projects.</p>	<p>Good ideas with defined projects</p> <p>Clear leadership willing to step into the process in a collaborative environment.</p>	<p>Open task lists . Ability to select and discuss tasks</p> <p>Ability for core network to work on any priority task and collaboratively filter work to be done.</p>

I. Social Ties

The social strength of your network of friends/community/church

Weak	Moderate	Strong

The social ties of your staff

Weak	Moderate	Strong

The social ties of the advocacy community you work with on campaigns

Weak	Moderate	Strong

How does your campaign activities build strong social networks? What are some ways you can use your work to build social ties across the critical network of supporters you work with to create change?

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

How can a focus on social ties change my work?

What are the problems/ challenges with testing social ties building approach in my work?

What are the questions I need answered before I can take the next step in deciding if this is relevant to my work?



II. Common Story

How cohesive is the common story of your network of friends/community/church?

Weak	Moderate	Strong

How cohesive is the story and language that unifies and animates your staff?

Weak	Moderate	Strong

How unified is the story and language of the advocacy community you work with on campaigns?

Weak	Moderate	Strong

How does your campaign listen to, explore and unify the common language and story of the critical network of supporters you work with to create change? What are ways to unify language, values and story of your core network?

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

How can a focus on building a common story among the network of activist change my work?

What are the problems/ challenges with testing this approach in my work?

What are the questions I need answered before I can take the next step in deciding if this is relevant to my work?

III. Communications Grid

How complete is the mix of communication opportunity across your network of friends/community/church?

Weak	Moderate	Strong

What is the communication reach across your staff (one-one, one-many many-many)?

Weak	Moderate	Strong

What is the communication reach across the advocacy community you work with on campaigns? Can they easily connect one-one, one to many, many to many?

Weak	Moderate	Strong

How do your efforts continually layer new communications channels across those that support your campaigns and efforts?

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

How can a focus on building communications capacity among the network of activist change my work?

What are the problems/ challenges with testing this approach in my work?

What are the questions I need answered before I can take the next step in deciding if this is relevant to my work?



IV. Shared Resources

How clear is the understanding of what resources you have access to across your network of friends/community/church? Is there a good ratio of shared property to number of people engaged?

Weak	Moderate	Strong

How clear are your staff on the availability and value of shared resources they have access to them as employees?

Weak	Moderate	Strong

How clear is the understanding of what resources participants have access to across the advocacy community you work with on campaigns? Is there a good ratio of shared property to number of people engaged?

Weak	Moderate	Strong

How do your efforts open up resources for the broader community? What are ways you can open more resources to be available to the network?

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

How can a focus on providing and managing shared resources among the network of activist change my work?

What are the problems/ challenges with testing this approach in my work?

What are the questions I need answered before I can take the next step in deciding if this is relevant to my work?

V. Clarity of Purpose

How well defined are the purpose, norms and limits of acceptable "Ask" across your network of friends/community/church? Can participants ask for money, jobs, sex, advise, etc?

Weak	Moderate	Strong

How clear are your staff on the projects, direction and purpose of the organization?

Weak	Moderate	Strong

How clear and well defined is purpose, norms and limits of acceptable "ask" across your network of the advocacy community you work with on campaigns? What is the flexibility to launch new projects and initiatives within those norms?

Weak	Moderate	Strong

How can efforts to explore the limits of acceptable "asks" and projects open innovation and adaptability across the network of those that support your campaigns and efforts?

What are ways you can help the network of people working on your issue better understand the limits and flexibility of the network? How can the network jointly understand purpose and direction as a way to empower innovation?

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

How can a focus on strengthening the clarity of purpose among the network of activist change my work?

What are the problems/ challenges with testing this approach in my work?

What are the questions I need answered before I can take the next step in deciding if this is relevant to my work?